



NATIONS
UNIES
SÉNÉGAL

SNU MAGAZINE

SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne laisser personne pour compte

<https://senegal.un.org>

Numéro 6 - Mars 2023



Numéro spécial

Croissance inclusive et développement durable au Sénégal

Regards croisés de chef(fe)s d'Agences du Système des Nations Unies.



ECONOMIE

- 8 Transformer les systèmes agroalimentaires au Sénégal
- 9 Croissance inclusive et développement durable : Investir dans le capital humain des enfants
- 11 Le Baobab, symbole de force, de résilience et de croissance
- 12 Renforcer la capacité des populations vulnérables à résister aux chocs sociaux, économiques et climatiques.
- 14 Le FIDA accompagne le Sénégal dans l'amélioration des revenus des femmes et des jeunes entrepreneurs avicoles villageois
- 16 Conquérir la souveraineté alimentaire pour assoir une croissance inclusive et un développement durable

GENRE

- 19 L'Emergence ne sera une réalité sans les femmes !
- 20 La FAO a construit un séchoir solaire pour les femmes transformatrices de fonio à Koussanar dans la région de Tambacounda
- 21 300 jeunes lycéens et des décideurs se rencontrent à Dakar pour discuter d'une plus grande implication des femmes dans le numérique lors de la commémoration de la Journée Internationale de la Femme
- 23 Les volontaires des Nations Unies engagés à réduire les inégalités de genre, pour garantir une Éducation de qualité pour tous au Sénégal.
- 25 Fin du premier chapitre pour le BTS 100% féminin en administration culturelle de Sénégal Talent Campus

FOCUS

- 28 Le capital humain fondement des trois résultats transformateurs de UNFPA
- 29 Les enfants aux commandes pour faire bouger les lignes
- 31 Accueil chaleureux pour le Directeur général de l'OIT à l'occasion de sa première visite officielle en Afrique
- 32 L'UNESCO contribue à la restauration des terres dégradées dans le bassin arachidier du delta du Saloum
- 33 Prix des champions du PNUD Sénégal 2022
- 34 Une moisson au-delà des espérances
- 35 Le HCR MCO Sénégal soutient l'éducation des jeunes réfugiés
- 37 Devoir de mémoire de l'Holocauste, 80 ans après une impérieuse nécessité



Chef d'édition

Papa Cheikh Sakho Jimbira - UNRCO

Rédacteurs

Aminata Laye Diouf - UNV
Bakary Coulibaly - FIDA
Edouard Bernabe DIOUF - OIM
Ellinore Eriksson - ONUDC
Emna Kayouli - UNICEF
Georgette Bassene Mendy - HCR
Habibou Dia - HCDH
Kadiatou Boiro - ONU FEMMES
Louis Philippe Sagna - PAM
Marie Schmitz - UNESCO
Marie Thérèse Asongafack - CINU
Moussa Diop - UNICEF
Moustapha Talla - OIM
Ornella Tchanque - UNESCO
Ousmane Diallo - BIT
Papa Cheikh Sakho Jimbira - UNRCO
Rose Gakuba - UNFPA
Yacine Cissé - FAO

 <https://un.senegal.org>

 facebook.com/onusenegal

 twitter.com/OnuSenegal

DROIT DES HUMAINS

- 39** Le respect des droits humains : un gage de stabilité socio-politique et un levier de croissance économique
- 40** Journée des droits de l'homme 2022 : Célébration du 74-75ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

ENTREPRENARIAT

- 43** Quand un projet de réintégration permet à un jeune privé d'école de devenir major de sa formation en forage
- 45** Une ancienne vedette locale se reconvertit avec succès dans l'entrepreneuriat

PAIX ET SECURITE

- 47** Accélérer la mise en œuvre de la CNUCC en Afrique de l'Ouest et du Sahel
- 48** Lutter contre la criminalité transnationale organisée, la drogue, la corruption et le terrorisme : les initiatives de l'ONUSC au Sénégal et en Afrique de l'Ouest et du Centre

GLOBAL

- 50** Message du Secrétaire général de l'ONU à l'occasion du début du Ramadan -22 mars 2023
- 51** Journée internationale de lutte contre l'islamophobie - 15 mars 2023 - Message du Secrétaire général de l'ONU
- 52** Journée internationale des femmes - 8 mars 2023 - Message du Secrétaire général de l'ONU
- 53** Journée internationale pour la prévention de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme - 12 février 2023 - Message du Secrétaire général de l'ONU
- 54** Journée internationale des femmes et des filles de science - 11 février 2023 - Message du Secrétaire général de l'ONU
- 56** Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines - 6 février 2023 - Message du Secrétaire général de l'ONU

Design :

Ibrahima Souleymane Mbengue
Mouhammad Moreau

 <https://un.senegal.org>

 facebook.com/onusenegal

 twitter.com/OnuSenegal

Bâtir une croissance plus inclusive pour améliorer le bien-être des populations et soutenir le développement durable



La question de l'inclusion sociale est également cruciale, car s'attaquer aux problèmes d'inégalité et d'exclusion sociale, notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, constitue un gage pour que les avantages de la croissance économique soient partagés largement et durablement.

Aminata Maiga

Coordonnateur Résident du
Système des Nations Unies au Sénégal



Alors que l'économie sénégalaise était sur une tendance de croissance forte (6% en moyenne entre 2014 et 2019) avant la crise sanitaire mondiale, celle-ci est venue mettre un coup d'arrêt à cette dynamique positive (seulement 1,5% en 2020). Le conflit entre la Russie et l'Ukraine n'a pas manqué non plus, d'impacter l'économie du Sénégal comme celles de nombreux pays par ailleurs, notamment à cause de la flambée des prix du pétrole et des matières premières.

Toutefois, le Sénégal a su contenir les effets de ces différentes crises, en mettant très tôt en œuvre le Plan de résilience économique et social (PRES), qui a permis de limiter les impacts de la pandémie à travers le soutien aux ménages et aux secteurs les plus touchés. Par la suite, le gouvernement a revu dans le cadre de sa politique de relance, son plan d'action prioritaire pour prendre en compte les nouvelles priorités telles que l'autosuffisance alimentaire, sanitaire et pharmaceutique, mais également l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes et des

femmes. Cette dynamique positive devrait fortement augmenter en 2023-2024 selon les projections du FMI (+10% en moyenne) et sera sans doute renforcée par la mise en œuvre du Plan d'actions prioritaires (PAP III), qui constitue la troisième phase quinquennale du Plan Sénégal émergent (PSE) pour la période 2024-2028.

Il faut souligner les progrès considérables réalisés par le Sénégal, malgré les crises mondiales multiformes, car la mise en œuvre des phases I et II du PSE, référentiel unique en matière de développement socioéconomique, depuis 2014, a permis d'enregistrer des résultats probants dans les domaines économique, social et environnemental.

La phase 3 devrait permettre de consolider ces avancées et en réaliser de nouvelles, pour que la vision portée par le Chef de l'Etat, Son Excellence Macky Sall, d'un Sénégal émergent à l'horizon 2035, soit une réalité.

Le Système des Nations Unies au Sénégal, accompagne le Sénégal dans ce processus vers un développement durable et inclusif. Pour rappel, la première priorité stratégique du Cadre de Coopération pour le Développement Durable (2019-2023), qui matérialise le soutien des Nations Unies au Sénégal, est dédié à la croissance économique inclusive durable, suivie de l'accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale, puis la priorité stratégique gouvernance, paix et sécurité.

Aussi, le Système des Nations Unies au Sénégal est-il engagé auprès du gouvernement pour que la croissance économique soit inclusive et au bénéfice des populations.

Pour ce faire, les interventions touchent le renforcement de la protection sociale, la création d'opportunités économiques, l'accès à des services intégrés de santé, la nutrition, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement, mais également l'emploi, l'éducation ou encore la migration, la résilience face aux effets induits du changement climatique, etc.

Au-delà des bons chiffres annoncés dans les différentes projections, le défi majeur est de faire en sorte que cette croissance économique profite à toutes les couches de la société, mais également à toutes les régions du pays ; urbaines comme rurales.

C'est dans cette perspective que le Système des Nations au Sénégal apporte son soutien à divers projets visant à renforcer les capacités des entreprises locales, à promouvoir la création d'emplois décents et à accroître les niveaux de productivité et de compétitivité.

Le Système des Nations Unies aide également à développer les infrastructures nécessaires pour soutenir une croissance inclusive.

Par exemple, il travaille avec les autorités sénégalaises pour améliorer l'accès à l'énergie, les transports et les communications ; ce qui facilite les activités économiques et renforce les liens entre les différentes régions du pays.

En outre, le Système des Nations Unies encourage le développement durable au Sénégal en soutenant des projets économiques réalisés de manière équitable et respectueuse de l'environnement.

Il apporte son soutien à des initiatives visant à améliorer la gestion des ressources naturelles, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à préserver la biodiversité.

Le Système des Nations Unies joue également un rôle clé dans la promotion de la gouvernance démocratique et de la participation citoyenne au Sénégal. Il travaille avec les autorités locales et les organisations de la société civile pour renforcer la transparence et la responsabilité en matière de gestion publique, contribuant ainsi à la création d'un environnement propice à la croissance économique.

Bien entendu il reste des défis à relever et le Système des Nations Unies au Sénégal est engagé aux côtés du gouvernement et des partenaires pour adresser à ces défis les réponses les plus efficaces.

C'est dans ce sens que nous avons renforcé notre appui dans le secteur de l'éducation, notamment l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité et des programmes de formation orientés vers l'emploi pour doter la main-d'œuvre des compétences nécessaires à la croissance économique et contribuer ainsi à réduire la pauvreté et les inégalités.

Nos Agences, Fond et Programme soutiennent également la politique agricole du pays ; le Sénégal ayant un secteur agricole important, pour lequel l'amélioration de l'efficacité et de la compétitivité peut jouer un rôle clé dans la stimulation d'une croissance inclusive.

Plusieurs initiatives sont à l'œuvre à cet effet, notamment des investissements dans des systèmes d'irrigation et dans la transformation, l'amélioration de stockage et du transport des récoltes, le crédit aux petits exploitants agricoles, etc.

Le Sénégal a également sous l'impulsion du Président Macky Sall consenti d'importants efforts dans les infrastructures, en investissant dans la construction de nouvelles routes, de ports et de systèmes énergétiques, contribuant à améliorer l'environnement commercial, à attirer les investissements et à créer des emplois.

Les Nations Unies au Sénégal soutiennent cette politique qui contribue également à réduire la pauvreté en améliorant l'accès aux marchés et aux services.

Nos interventions touchent également les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont une source importante de création d'emplois et de croissance économique au Sénégal.

L'accès au financement, à la formation et aux informations sur les marchés constituent des leviers qui participent à soutenir la croissance de ces entreprises.

La bonne gouvernance est inscrite dans le troisième pilier de notre cadre de coopération et il faut souligner les efforts constants réalisés par le Sénégal dans ce sens, qui font du pays un modèle en Afrique.

Un environnement politique stable et prévisible, des institutions transparentes et responsables, et l'état de droit sont des facteurs essentiels au développement durable.

Le Sénégal est également confronté à des défis environnementaux, notamment la déforestation, la dégradation des sols et le manque d'eau.

Aussi, la durabilité environnementale constitue-t-elle un enjeu important pour lequel le Système des Nations au Sénégal est engagé, car la résolution de ces problèmes par une gestion durable des ressources naturelles et l'adoption de stratégies de croissance verte contribuent à protéger l'environnement et à soutenir le développement économique à long terme.

La question de l'inclusion sociale est également cruciale, car s'attaquer aux problèmes d'inégalité et d'exclusion sociale, notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, constitue un gage pour que les avantages de la croissance économique soient partagés largement et durablement.

Dans ce domaine également il faut saluer les réalisations très significatives du gouvernement et rappeler que les Agences des Nations Unies au Sénégal sont engagées dans ce processus.

Les défis demeurent, mais le Sénégal est indubitablement sur la bonne voie et le Système des Nations Unies se tient résolument à ses côtés pour bâtir une croissance inclusive et du développement durable pérennes.

C'est d'ailleurs tout le sens du prochain Cadre de Coopération pour le Développement Durable (UNCF) qui nous sommes en train de bâtir avec le gouvernement et qui va couvrir la période 2024-2028.

En travaillant en étroite collaboration avec les autorités locales et les organisations de la société civile, nous contribuons à améliorer les conditions de vie des populations, à renforcer les fondements d'une économie prospère et à promouvoir un développement durable pour tous.

Aminata Maiga
Coordonnateur Résident du
Système des Nations Unies au Sénégal



« Nous devons restructurer nos économies pour qu'elles soient productives grâce à l'éducation, aux infrastructures, à l'énergie et en nous assurant que nous avons des secteurs productifs qui peuvent utiliser les compétences des gens et les intégrer dans l'économie. »

Antonio Guterres
Secrétaire général de l'ONU

Transformer les systèmes agroalimentaires au Sénégal

Par Gouantoueu Robert Guei – FAO



L'Organisation de Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) accompagne le Gouvernement du Sénégal dans tous les secteurs de l'économie rurale pour améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques, afin de gérer durablement les ressources naturelles, de produire de façon responsable et assurer ainsi une croissance inclusive et un développement durable dans l'ensemble du territoire.

La FAO a mis en œuvre son Cadre de Programmation Pays (CPP) sur la période 2019-2023 dans une approche de concertation et de collaboration avec tous les partenaires nationaux pour participer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) afin de contribuer au développement économique et social du Sénégal, en soutenant la capacité de production des ménages agricoles et pastoraux et en améliorant leurs moyens d'existence de façon durable et équitable.

Conformément à l'esprit de l'initiative « Unis dans l'action » ou encore « Une Seule ONU : construire ensemble un avenir meilleur », la FAO démontre son engagement et sa disponibilité à inscrire son action dans le cadre global du Système des Nations Unies (SNU) au Sénégal.

En cette année 2023, le partenariat avec le Gouvernement du Sénégal va se renforcer toujours plus pour la réalisation des objectifs fixés par une transformation des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables pour une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure vie, sans laisser personne pour compte.

Croissance inclusive et développement durable : Investir dans le capital humain des enfants

Par Silvia DANAILOV, Représentante de l'UNICEF au Sénégal



Ces dernières années ont été un voyage exceptionnel pour les enfants du Sénégal. Le pays a réalisé beaucoup de progrès dans la promotion des droits des enfants et des femmes. Aujourd'hui, les enfants du Sénégal ont plus de chances de survie qu'il y a 30 ans depuis l'adoption de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Pouvoir aller à l'école est désormais une réalité pour plus d'enfants que par le passé. Présent dans le pays depuis 65 ans, l'UNICEF s'efforce de tout mettre en œuvre – aux cotes des autorités nationales et avec tous les acteurs et partenaires nationaux et internationaux - pour que tous les enfants voient leurs droits protégés, leurs besoins fondamentaux satisfaits et leur potentiel pleinement développé.

Les effets de la pandémie de COVID-19, les conséquences mondiales de la crise russo-ukrainienne, l'aggravation de la crise climatique, risquent de mettre à mal la santé et le bien-être des enfants.



Nous devons nous rassembler et unir nos forces afin de protéger les acquis des dernières années en faveur des droits de l'enfant et accélérer le changement positif pour la vie des plus vulnérables.

D'autant plus que le pays se trouve au carrefour de son histoire. Le Sénégal s'apprête à entrer dans la phase active de production de pétrole et de gaz et entrevoit pour cette année 2023 une croissance économique à deux chiffres. La question de la croissance, inclusive, bénéficiant à toutes les couches, renforçant la protection sociale et réduisant les disparités et les vulnérabilités, notamment celles des enfants, est plus que jamais d'actualité.

Pour que le scénario le plus optimiste se concrétise, nous devons agir ensemble et s'assurer que la baisse de la pauvreté soit accompagnée par une baisse effective des inégalités et l'inclusion sociale des plus vulnérables.

Malgré une réduction importante du niveau de pauvreté au cours des dernières années, près de 4 personnes sur 10 (37%) vivent encore en dessous du seuil de pauvreté au Sénégal affectant quasiment 1 enfant sur 2. Des disparités sont à relever entre les régions du sud et de l'est et celles du centre-ouest avec des écarts qui se creusent notamment entre Dakar et des régions comme Kédougou. À mesure que les enfants grandissent, les conséquences de la pauvreté se cumulent et nuisent considérablement à leur bien-être, tout en diminuant leur capacité à bâtir un avenir meilleur pour eux-mêmes, leur famille et leur communauté.

Les choix d'affectation des dépenses et des investissements publics jouent un rôle essentiel pour rompre les cycles de la pauvreté. Il est prouvé que les programmes de protection sociale – y compris les transferts d'espèces - ont des effets bénéfiques : ils font reculer la pauvreté infantile et améliorent l'accès à une bonne nutrition, aux services de santé et à l'éducation.

Les niveaux de financement des services sociaux essentiels sont à préserver et renforcer, y compris leur accès aux enfants les plus défavorisés. Les collectivités locales, de plus en plus chargées des services de santé et d'éducation (entre autres), ont un rôle à jouer déterminant.



Dans le cadre de l'élaboration de son nouveau programme de coopération avec le Gouvernement pour la période 2024-2028, l'UNICEF travaille pour que les opportunités soient dans la loupe de sa programmation. Même si le Sénégal a réalisé d'importantes avancées, il reste encore beaucoup à faire pour créer un environnement tout à fait favorable et protecteur pour les enfants et les générations futures.

Bien que les enfants soient plus susceptibles d'atteindre leur cinquième anniversaire aujourd'hui qu'il y a 20 ans, la mortalité des nouveau-nés n'a pas évolué au cours des dernières décennies, estimé actuellement à 21 pour 1 000 naissances vivantes. Près d'un enfant de moins de 5 ans sur cinq souffre de retard de croissance, avec de fortes disparités entre milieux urbain et rural.

Les privations sont aussi prononcées en termes d'accès à une éducation de qualité avec une stagnation de la scolarisation dans l'élémentaire et le secondaire, touchant à la fois les enfants, les adolescents et les jeunes. Sur 10 enfants qui entrent à l'école, moins de 7 achèvent le cycle primaire. 4 enfants en âge scolaire sur 10 sont en dehors de l'école, alors que plus de 8 jeunes de 15 à 24 ans sur 10 ne sont ni scolarisés, ni en situation d'emploi, ni en formation.



L'enregistrement des naissances – un passeport clé pour la réalisation des droits des enfants – n'atteint que 8 enfants sur 10 (78%) au Sénégal. On estime que 16.1% des filles de moins de 15 ans ont subi des mutilations génitales féminines (MGF/E) et trois filles sur dix (30.5%) étaient mariées avant l'âge de 18 ans. Les lentes évolutions au cours de la dernière décennie nous encouragent à définir des stratégies d'intervention plus innovantes et mettent en avant la complexité des problématiques de la protection de l'enfant au Sénégal.



L'UNICEF accompagne le Gouvernement du Sénégal pour relever ces défis auxquels les enfants sont confrontés. Il s'agit pour l'UNICEF de renforcer ses interventions ayant un fort impact positif sur la vie des enfants dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'eau et l'assainissement, la lutte contre les violences et de mobiliser tous les acteurs, y compris le secteur privé autour des domaines prioritaires de collaboration, de modèles d'interventions à haut impact pour leur mise à l'échelle, des leviers et d'accélérateurs pour la réduction des privations et des inégalités. Il s'agit également d'adresser au mieux les disparités entre les couches sociales et entre les différentes régions en soutenant les programmes d'équité territoriale et sociale. L'UNICEF attachera également une attention particulière à la question du changement climatique et son impact sur les enfants ainsi qu'aux normes liées au genre.

L'UNICEF poursuit actuellement un processus inclusif de réflexion stratégique aux côtés du gouvernement, du Système des Nations Unies, des partenaires de développement, de la société civile, du secteur privé, des communautés, des jeunes et des enfants pour la finalisation de ce prochain programme de coopération pour la période 2024-2028.

Le Baobab, symbole de force, de résilience et de croissance

Par Njoya Tikum – PNUD – Représentant Résident a.i du Bureau du Sénégal / Directeur du Bureau sous-régional pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre



Le baobab est un gardien de l’histoire et du patrimoine culturel. À travers les sécheresses, les inondations et les conflits, il a été le témoin de la force et de la résilience de l’esprit humain face à l’adversité et aux effets du temps. Présent dans de nombreuses régions d’Afrique, il est de plus en plus associé au Sénégal et à son peuple, nous rappelant l’esprit de force sénégalais, qui a permis au pays de traverser divers moments de l’histoire et de devenir ce qu’il est aujourd’hui : un phare de l’Afrique de l’Ouest.

Comment cela reflète-t-il le développement du Sénégal et se traduit-il dans ce que nous, le PNUD, faisons pour accompagner ce remarquable voyage ?

En 2014, le Sénégal a adopté le Plan Sénégal Emergent, une nouvelle stratégie de développement alignée sur les Objectifs de développement durable et conçu pour faciliter la transformation structurelle de l’économie, promouvoir le capital humain et permettre une bonne gouvernance d’ici 2035.

En tant que partenaire essentiel du Sénégal, le PNUD soutient ce plan ambitieux pour aider à lutter contre les inégalités et à mettre fin à la pauvreté dans le pays, en fournissant des interventions de développement dans six territoires du Sénégal - Bargny, Mont-Rolland, Ndiassate, Ndiob, Sandiara et Mékhé.



Renforcer la capacité des populations vulnérables à résister aux chocs sociaux, économiques et climatiques.

Par Fatiha Terki - Directrice et Représentante Résidente du PAM



Le Programme Alimentaire Mondial est la plus grande organisation au monde qui lutte contre la faim.

La proportion de personnes touchées par la faim a bondi en 2020 et a continué de croître en 2021, pour se hisser à 9.8 pour cent de la population mondiale. En 2019 et en 2020, cette part était respectivement de 8 pour cent et de 9.3 pour cent (source : rapport ONU 2021).

Son principal objectif est de faire du monde un lieu où tous les enfants, femmes et hommes peuvent avoir accès, à tout moment, et en tous lieux, à une nourriture de qualité et en quantité suffisante pour mener une vie saine et active.

Notre mandat est double, changer les vies et sauver des vies.

2023 étant la dernière année du plan stratégique pays (Country Strategic Programme), une évaluation finale de ce plan stratégique du Sénégal s'est déroulée au

cours de l'année.

En collaboration avec nos différents partenaires de coopération et avec l'appui de nos généreux donateurs, pour accompagner le gouvernement du Sénégal, nous pouvons citer ci-dessous quelques réalisations :

Programme de cantines scolaires : « Bien plus qu'un simple repas... »

Près de 250,000 élèves, dont 54% de filles ont bénéficié du programme d'alimentation scolaire, qui a couvert 1 254 écoles primaires publiques rurales et périurbaines dans 11 régions du Sénégal. Une quinzaine d'écoles ont bénéficié de poulaillers, de jardins scolaires et de foyers améliorés permettant de réaliser un meilleur impact de la mise en œuvre du programme des cantines scolaires à travers l'approche « Home Grown School Feeding » (cantines scolaires basées sur la production locale) et en faire des cantines modèles pilotes en vue de pérenniser ce programme avec les communautés.

Les repas scolaires font plus que fournir de la nourriture. Ils constituent l'une des interventions les plus efficaces en faveur des enfants dans les zones vulnérables. Un repas chaud par jour pour un enfant permet de lutter contre la faim, les inégalités et les multiples formes de malnutrition qui peuvent l'affecter. Ce repas attire et permet de maintenir l'enfant à l'école, favorise sa nutrition, son apprentissage, son bien être à long terme et sa santé. En outre, investir dans les repas scolaires, c'est investir dans le capital humain et dans l'agriculture locale qui nourrit les élèves, transforme les systèmes alimentaires et soutient l'économie locale.

Prévention et traitement de la malnutrition

25 370 enfants de 6 – 23 mois et 14 246 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'une assistance en cash dans le cadre de la prévention de la malnutrition aigüe.

51 tonnes de plumpy doz pour enfants (produits nutritionnels spécialisés enfants) et 4,7 tonnes d'huile enrichie ont été distribuées aux femmes enceintes et allaitantes.

714 765 000 FCFA en Cash transfert conditionnels pour l'approvisionnement en aliments sains et nutritifs distribués aux enfants 6 – 23 mois et aux femmes enceintes et allaitantes.

Dans 10 régions (32 départements), 26 560 enfants 6 – 59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée ont bénéficié de traitement.

115, 755 tonnes de produits nutritionnels spécialisés : plumpy sup et 318, 72 tonnes de super cereal Plus ont été distribués.

Programme intégré de résilience

Au Sénégal, le PAM a renforcé sa stratégie d'aide aux populations vulnérables par la mise en œuvre de programmes de renforcement de la résilience des populations dont l'objectif principal est de renforcer la capacité des populations vulnérables à résister aux chocs sociaux, économiques et climatiques.

Ainsi, 22, 300 participants ont bénéficié d'un paquet intégré d'activités :

1) de transferts monétaires pour la création d'actifs ou le renforcement de leurs actifs productifs ; 2) d'une assurance agricole ;

3) d'un accès aux services climatiques, ce qui correspond à 201,000 bénéficiaires.

Près de 145 000 000 francs CFA ont été épargnés par les membres des groupes d'épargne et de crédit et 26 activités génératrices de revenus collectifs établis par les participants aux activités de résilience. Ces mêmes personnes ont été formées en éducation financière.

La valeur des transferts alloués à ces participants est de 1,540,968 dollars, soit un peu plus d'un milliard de FCFA.

Dans cette même dynamique, une surface clôturée de 30 ha de terres non exploitées depuis pratiquement 40 ans au nord du Sénégal, plus précisément à Matam dans la commune de Ogo, a été réhabilitée. Grâce à la technologie des demi-lunes, 297 ménages bénéficiaires ont récolté chacun entre 120 et 150 kg de sorgho.

Intervention pendant la période de soudure

224 900 personnes, soit quelques 28 000 ménages ont bénéficié chacun de 40 000 FCFA soit un total de 1 120 000 000 FCFA pour un mois d'assistance. Cet appui vient en complément de l'intervention exceptionnelle du Gouvernement d'un montant de 43 milliards consistant à un transfert monétaire de 80 000 FCFA à chaque ménage du Registre National Unique (RNU), soit 543 000 ménages pour deux mois d'assistance.

Dans le cadre de la prévention de la malnutrition, 768 000 000 FCFA ont été distribués à 16 825 enfants de 6-23 mois et 14 246 Femmes Enceintes et Allaitantes (FEA) sous forme de bons alimentaires leur permettant un accès à des produits nutritifs.

Le montant global de la contribution du PAM au Plan National de Réponse (PNR) à la soudure est estimé à près de deux milliards de francs CFA pour couvrir les besoins urgents des personnes ciblées.

Merci au Gouvernement du Sénégal, aux partenaires techniques et aux donateurs qui ont contribué à ces réalisations.



ECONOMIE

Le FIDA accompagne le Sénégal dans l'amélioration des revenus des femmes et des jeunes entrepreneurs avicoles villageois

Par Bakary Coulibaly - FIDA

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), viennent de signer un Accord de don de 2 286 000 USD pour améliorer les revenus des femmes et des jeunes entrepreneurs avicoles villageois. Le don destiné au projet « Amélioration de l'aviculture familiale rurale dans les départements de Mbour, Fatick et Kaolack », est financé grâce à une contribution de la part du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (le GAFSP), dans le cadre de sa fenêtre de financement particulièrement destiné aux projets définis et mis en œuvre par les organisations de producteurs.

Cette signature de don intervient dans un contexte sahélien où les effets du changement climatique associés à ceux de la pandémie de COVID19 et du conflit entre la Russie et l'Ukraine se font durement sentir partout dans le monde. Une situation qui a eu comme conséquence une forte diminution des échanges commerciaux et des perturbations dans tous les segments de la production, du transport et de la commercialisation des produits avicoles.

L'aviculture familiale rurale constitue le « porte-monnaie » des familles rurales, en ce sens qu'elle permet de subvenir à des besoins immédiats. Soutenir la reconstitution en mieux des actifs et des capacités d'investissement des exploitations familiales en ciblant les femmes et les jeunes au travers d'activités à cycle court et reproductibles plusieurs fois pendant l'année, constitue une réponse pertinente pour renforcer l'autonomie et la résilience de ces catégories sociales.

« La signature d'un tel accord est une première et constitue un réel motif de fierté et de satisfaction pour le Sénégal et le CNCR. C'est le seul projet d'élevage financé par le GAFSP dans le monde, cela prouve la pertinence du projet choisi et des arguments proposés », a dit le ministre sénégalais de l'élevage et des productions animales, Aly Saleh Diop qui a aussi salué l'esprit d'ouverture qui a guidé la rédaction du projet et l'implication de très nombreux services et organisations dans le déroulement des activités du projet.

Le projet « Amélioration de l'aviculture familiale rurale dans les départements de Mbour, Fatick et Kaolack », sera mis en œuvre sur une période de trois ans (2023-2026). Près de 8 950 personnes vont bénéficier directement du projet dont au moins 62% de femmes. Parmi ces bénéficiaires directs, 1400 jeunes seront appuyés pour devenir des entrepreneurs avicoles villageois. Les bénéficiaires indirects du Projet sont constitués par les autres membres des 1 400 exploitations familiales ciblées de la zone couverte par

le Projet qui sont au nombre de 120 000 personnes.

Initié par le Ministère de l'élevage du Sénégal, le projet sera mis en œuvre par le CNCR en collaboration avec le Ministère de l'élevage et des productions animales, l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), l'Ordre des docteurs vétérinaires du Sénégal et AVIVET et avec le soutien technique et financier du FIDA.

« Avec ce projet, nous expérimentons une nouvelle façon de collaborer avec les organisations paysannes et, à travers cet appui, de poursuivre notre mandat d'accompagner le gouvernement dans le développement rural et la réduction de la pauvreté », a soutenu Matteo Marchisio, représentant régional du FIDA pour le Sahel et directeur pays pour le Sénégal.

Le GAFSP, en étroite collaboration avec le FIDA, offre ainsi une opportunité à la plateforme des organisations paysannes du Sénégal – le CNCR – d'apporter une contribution complémentaire aux programmes publics du secteur avicole dans le pays, par une approche de mise en œuvre innovante pilotée par les organisations paysannes elles-mêmes, en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs de la filière avicole.

Il faut rappeler que depuis 1979, le FIDA a participé au financement de 20 programmes et projets de développement rural au Sénégal, en investissant 336,66 millions d'USD sur un montant total de 846,48 millions d'USD. Ces projets et programmes ont bénéficié directement à 667 643 ménages ruraux.





ECONOMIE

Conquérir la souveraineté alimentaire pour asseoir une croissance inclusive et un développement durable

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident

Face à la nécessité de remodeler l'agriculture du continent africain qui couvrent 65 % des terres arables du monde, les acteurs se sont réunis à Dakar pour trouver des solutions concrètes.

La deuxième édition du sommet de Dakar « Nourrir l'Afrique » s'est tenue du 25 au 27 janvier 2023 à Dakar. Organisée par le gouvernement du Sénégal et la Banque Africaine de Développement (BAD), ce sommet a rassemblé plus de 1 000 participants venus de tout le continent, parmi lesquels 34 chefs d'État et de gouvernement, 70 ministres, des décideurs politiques, des acteurs du secteur privé, des organisations de la société civile et des partenaires au développement, au nombre desquels les agences du Système des Nations Unies au Sénégal.

Son Excellence le Président Macky Sall a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture, son ambition d'une Afrique qui puise dans son énorme potentiel pour se nourrir par elle-même et aider à nourrir le monde.

En Afrique, la souveraineté alimentaire constitue un enjeu crucial pour la croissance inclusive et le développement durable. En effet, l'Afrique est l'un des continents les plus touchés par la faim et la malnutrition, malgré des ressources naturelles importantes. A cela s'ajoute un contexte international marqué par des crises multiformes, parmi lesquelles une crise alimentaire mondiale et une inflation causées par la guerre en Ukraine et une hausse des cours des céréales et de l'énergie, qui rendent pressante la

recherche de l'autosuffisance alimentaire en Afrique.

Ce défi est d'autant plus pressant à relever, que les systèmes alimentaires africains sont souvent fragiles et dépendent des importations ; ce qui peut les rendre vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux.

Aussi, la souveraineté alimentaire apparaît-elle comme une solution durable, qui peut aider à renforcer les systèmes alimentaires sur le continent, en augmentant la production et la diversité des cultures, en améliorant l'accès aux marchés locaux et régionaux, et en assurant la protection des droits des agriculteurs et des consommateurs.

À la suite du Président Macky Sall, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies M. Siaka Coulibaly a délivré le message du Secrétaire général de l'ONU, monsieur Antonio Guterres, qui a surtout remercié tous les pays participants d'avoir uni leurs forces pour partager des idées, mobiliser l'aide, exploiter les connaissances et les technologies, et forger des solutions pour nourrir les populations d'Afrique, afin de libérer l'énorme potentiel alimentaire et agricole du continent.

A bien des titres, l'effectivité d'une souveraineté alimentaire pourrait être une des clés du développement de l'Afrique.



En effet contribuera sans conteste à la croissance inclusive en créant des emplois et en stimulant l'entrepreneuriat dans les zones rurales. En favorisant la production et la transformation locales des denrées alimentaires, elle pourra permettre aux agriculteurs de mieux valoriser leurs produits, de diversifier leurs sources de revenus et de contribuer à la création d'emplois dans les secteurs connexes.

De manière mécanique, ces avancées aideront à réduire la pauvreté en milieu rural et à promouvoir une croissance économique inclusive.

Il faut également rappeler que les pratiques agricoles actuelles en Afrique sont souvent insoutenables et ont des effets négatifs sur l'environnement, tels que la déforestation, la perte de la biodiversité et la dégradation des sols.

Aussi, sur la voie de la souveraineté alimentaire, va-t-il falloir promouvoir des pratiques agricoles durables en encourageant l'agroécologie, la conservation des semences locales et la diversité des cultures. Une telle approche contribuera à la préservation de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique.

En se donnant pour objectif de générer de nouvelles idées et initiatives pour transformer le secteur agricole africain, stimuler la productivité et améliorer les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs et de communautés rurales, les participants au sommet Dakar 2 ont identifié des défis clés, parmi lesquels :

La nécessité d'augmenter les investissements dans l'agriculture

Les participants ont souligné l'importance d'investir dans l'agriculture pour améliorer la productivité et promouvoir la sécurité alimentaire.

Ils ont appelé à davantage d'investissements publics et privés dans le secteur, ainsi qu'à des politiques et des programmes qui soutiennent les petits exploitants agricoles et les communautés rurales.

L'importance de l'innovation

Les participants ont souligné le besoin d'innovation dans l'agriculture, y compris l'utilisation de nouvelles technologies et approches pour augmenter la productivité et réduire l'impact environnemental de l'agriculture.

Ils ont souligné le rôle des technologies numériques, telles que les applications mobiles et l'agriculture de précision, dans la transformation du secteur agricole africain.

Le besoin d'une agriculture intelligente face au climat
Le second défi est l'urgence de s'attaquer à l'impact du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique.

Ils ont souligné l'importance de l'agriculture intelligente face au climat, qui comprend des pratiques qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, améliorent la résilience et augmentent la productivité.

L'importance des partenariats

Un autre point essentiel souligné par les participants est le renforcement des partenariats pour atteindre les objectifs du sommet. Ils ont appelé à une collaboration plus étroite entre les gouvernements, les partenaires du développement, les organisations de la société civile et le secteur privé afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience en Afrique.

Le rôle des femmes et des jeunes

Le rôle des femmes et des jeunes dans l'agriculture et la sécurité alimentaire constitue également un enjeu crucial, au sujet duquel les participants ont appelé à des politiques et des programmes qui soutiennent l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi qu'à des initiatives qui améliorent leur accès au financement, à la terre et aux marchés.

Le sommet de Dakar 2 a été un événement important qui a rassemblé un large éventail de parties prenantes pour discuter des moyens d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience en Afrique, qui a permis de générer de nouvelles idées, initiatives et partenariats qui contribueront à transformer le secteur agricole africain et à améliorer la vie de millions d'agriculteurs et de communautés rurales. En continuant à investir dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, les dirigeants africains et leurs partenaires feront un grand pas vers la réalisation des objectifs de développement durable et la construction d'un avenir meilleur pour le continent.



« Les droits des femmes ne sont pas un luxe dont nous pourrions nous passer en attendant d'avoir enrayeré la crise climatique, mis fin à la pauvreté et créé un monde meilleur. »

*Antonio Guterres
Secrétaire général de l'ONU*



GENRE

L'Emergence ne sera une réalité sans les femmes !

Par Djenaba Birane Wane NDIAYE – Coordinatrice d'ONU Femmes Sénégal

ONU Femmes en sa qualité d'entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes est le porte-drapeau mondial des femmes et des filles, et est chargée d'accélérer les progrès dans la réponse apportée à leurs besoins partout dans le monde.

Ce faisant, ONU Femmes soutient le Sénégal dans l'adoption de normes internationales pour parvenir à l'égalité des sexes et travaille avec le gouvernement et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour veiller à l'application effective de ces normes et à ce que les femmes et les filles en bénéficient, partout dans le pays. Notre agence a l'ambition de faire des **Objectifs de développement durable** (ODD) une réalité pour les femmes et les filles en soutenant la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en mettant l'accent sur les quatre domaines prioritaires : renforcer le leadership des femmes et leur participation ;

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes ;

Renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
Et placer l'égalité des sexes au cœur des processus de planification et de budgétisation au niveau national.
Cette vision d'un monde meilleur matérialisé par les ODD, alignée à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et au Plan Sénégal Emergent (PSE), portée par les Cadres de Coopération en cours sert de socle au soutien de ONU Femmes au gouvernement du Sénégal et aux populations. A cet effet, ONU Femmes accompagne le Sénégal à exploiter tous ses atouts pour surmonter les obstacles persistants et concrétiser les transformations qui lui permettront de parvenir au statut d'économie émergente en 2035 à travers la participation des femmes à la vie économique et sociale.

Ainsi, sur les trois axes du PSE que sont la transformation structurelle de l'Economie (i), le capital humain et le développement durable (ii), et la gouvernance, paix et sécurité. ONU Femmes a obtenu des résultats significatifs en 2022 au Sénégal dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes, de l'élimination des violences basés sur le genre, ainsi que dans le cadre du leadership et de la participation des femmes aux instances de décision.

Ces résultats qui sont intrinsèquement liés au développement durable et à la croissance inclusive ont pour nom :

- L'influence de la réglementation nationale pour la prise en compte du genre dans le domaine de la commande publique (prévision d'un quota pour les femmes dans la loi PPP et le code des marchés publics) en vue de faciliter l'accès des femmes à la commande publique dans une optique d'autonomisation économique ;
- Les changements de comportement obtenus dans le cadre des nouvelles pratiques culturelles au nord du Sénégal qui ont substantiellement augmenté la productivité et la résilience des femmes face aux changements climatiques ;
- La matérialisation de l'application de la loi sur la parité au sein des instances électives au niveau du parlement et des Collectivités Locales ;
- Le lancement de la ligne verte « Allo 116 » ainsi que l'engagement des autorités locales, administratives, avec l'implication des chefs religieux et traditionnels ont permis le renforcement du système national d'alerte, de signalement et de référencement des cas de violences faites aux femmes et aux filles mais aussi la réduction des cas de violence basée sur le genre (VBG).

L'impact de ses différents résultats montre certes une meilleure participation de la femme dans la vie économique et sociale du Sénégal, mais des efforts restent à fournir pour l'atteinte des ODDs à l'horizon 2030 . Pour y arriver, ONU Femmes continuera conformément à son mandat à être le porte-étendard des femmes et des filles en 2023 et au-delà dans tous les domaines de la vie qui les concernent.



GENRE

La FAO a construit un séchoir solaire pour les femmes transformatrices de fonio à Koussanar dans la région de Tambacounda

Par Yacine Cissé - FAO

Le fonio possède d'importantes qualités nutritives. Sa culture permet de valoriser les terres marginales et de protéger l'environnement. La FAO appuie le développement de la chaîne de valeur de cette filière avec son «Projet de renforcement des moyens de subsistance des femmes rurales pour un développement économique durable dans la région de Tambacounda» financé à travers l'«Initiative Maillon Manquant (MMI)» du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP).

Le séchoir, un élément important de la chaîne de valeur, permet d'obtenir des produits de meilleure qualité et d'augmenter les revenus des femmes. « On perdait une bonne partie de notre production de fonio parce qu'on séchait le produit à l'air libre avec des risques de contamination par la poussière et par d'autres impuretés », explique Mama Mané, productrice et transformatrice.

« Ce séchoir solaire va vraiment nous aider puisqu'il permet de transformer une grande quantité de

produits de bonne qualité. Nous pourrions travailler durant toute l'année sans nous soucier de la pluie ou du vent », se réjouit-elle.

L'infrastructure, installée au siège de la Fédération Yakaar Niani Wulli (FYNW) à Koussanar, a une capacité de 300 kg/jour. Elle va améliorer de façon significative le potentiel de séchage et de décorticage du fonio.

« Les équipements offerts par la FAO vont réduire la pénibilité de notre travail pour la production et la transformation du fonio. Toutes les femmes, qui avaient abandonné, pourraient revenir et les performances de notre organisation seront beaucoup améliorées », soutient Mama.



300 jeunes lycéens et des décideurs se rencontrent à Dakar pour discuter d'une plus grande implication des femmes dans le numérique lors de la commémoration de la Journée Internationale de la Femme

Par Kadiatou Boiro – ONU FEMMES



Pour commémorer la Journée Internationale de la Femme, ONU Femmes WCARO a réuni, le 14 mars, ses partenaires Polaris Asso, des agences d'ONU Sénégal parmi lesquelles ONU Droits de l'Homme, le Bureau du Coordonnateur Résident, l'agence des Volontaires des Nations Unies (UNV), mais également le Groupe ISM, l'Ambassade de France et l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal, les lycées de Limamou Laye, Kennedy et Thiaroye du Sénégal, ainsi que des partenaires de la société civile et des activistes pour l'égalité des sexes autour d'un panel sur le thème "Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies". Ce panel qui s'est déroulé à l'Institut Français de Dakar a été l'occasion de discuter des dangers et opportunités du numérique mais aussi des moyens d'améliorer l'accès aux outils numériques pour tous, en particulier pour les femmes.

Cet événement haut en couleur grâce à la participation très active des jeunes lycéens a permis de sensibiliser les jeunes filles, les décideurs et le public présents à l'importance de l'inclusion numérique et de la promotion de l'égalité des sexes dans le domaine des nouvelles technologies.

Les panélistes ont souligné que les technologies numériques sont devenues un élément clé du développement socio-économique, et que leur utilisation est devenue indispensable pour accéder à l'information, aux services publics, à l'emploi et à l'éducation. En ouverture du panel, Mr Mame Ngor Diouf, Secrétaire Général du ministère de la Femme, a souligné que « le digital, et surtout les réseaux sociaux, constituent un levier important dans la formation des jeunes et doivent contribuer aussi à leur épanouissement par une utilisation sécurisée. »





Cependant, de nombreuses femmes et filles sont encore confrontées à des obstacles pour accéder et utiliser les outils numériques. Ngoné Diop, élève en terminale au lycée Seydina Limamou Laye, dans son intervention lors du panel a rappelé : "les jeunes filles sont beaucoup plus exposées aux dangers du numérique, elles doivent être protégées pour mieux bénéficier de toutes les opportunités qu'offrent les outils numériques".

Confirmant les propos de Ngoné Diop, Mme Uzra Zeya, sous-secrétaire à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme des États-Unis, a alerté dans son discours sur les risques de harcèlement en ligne que subissent les femmes et les filles : "95% des femmes et des filles ont déjà subi une forme de harcèlement en ligne.

Protéger leur liberté d'expression et les inclure dans le monde numérique et technologique est essentiel pour qu'elles participent pleinement aux objectifs de développement".

Les panélistes ont discuté des disparités entre les sexes en matière d'accès et d'utilisation et ont souligné l'importance des politiques et des programmes qui promeuvent l'inclusion numérique pour tous. M. Robert Kotchani, directeur régional du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, a rappelé que la lutte contre les inégalités entre les sexes devait se poursuivre dans le monde numérique : "Nous devons veiller à ce que les inégalités entre les sexes ne se perpétuent pas dans le monde numérique. Nous devons mener des actions de plaidoyer et poursuivre la sensibilisation pour que les femmes soient présentes dans la sphère numérique sans discrimination."

Ils ont également souligné l'importance de l'éducation et de la formation pour développer les compétences techniques et les connaissances nécessaires pour travailler dans le secteur numérique.

Selon Mme Amy Sarr Fall, fondatrice d'Intelligences Citoyennes, "le numérique est une véritable opportunité pour les femmes africaines car c'est un puissant levier de connaissance et la possibilité d'atteindre tous les publics".

Dans leurs conclusions, les participants ont souligné l'importance de l'engagement des décideurs et des leaders d'opinion pour faire progresser l'inclusion numérique et la promotion de l'égalité des sexes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Mme Nogaye Mbaye, docteur en électronique et professeur de mathématiques, a souligné l'importance de la présence des femmes dans les domaines scientifiques :

"La fabrication de machine numérique existe en Afrique, il faut encourager les jeunes femmes à s'orienter vers les filières scientifiques. Les jeunes ont besoin de s'identifier à des figures féminines".

Ce riche panel a été une occasion importante pour les décideurs politiques, les jeunes et les partenaires de la société civile de discuter des moyens d'améliorer l'accès aux outils numériques pour tous, en particulier pour les femmes et les jeunes filles.

D'une seule voix, tous les panélistes, mais aussi les étudiants présents, ont souligné l'importance de l'inclusion numérique pour le développement socio-économique et ont appelé à une action collective pour créer un monde numérique inclusif et équitable pour tous.



GENRE

Les volontaires des Nations Unies engagés à réduire les inégalités de genre, pour garantir une Éducation de qualité pour tous au Sénégal.

Par Aminata Laye Diouf - UNV

L'éducation est un puissant facteur de changement et elle est essentielle à la réalisation de chacun des 17 objectifs de développement durable. Indéniablement, c'est l'un des investissements les plus importants qu'un pays puisse faire pour son avenir.

Au Sénégal, beaucoup d'efforts ont été consentis dans la mise en œuvre de l'ODD 4, qui ambitionne un accès à une éducation de qualité pour tous. Toutefois, les inégalités persistent, en particulier celles relatives au genre. Pour lever ces barrières, des programmes ont été initiés et des volontaires des Nations Unies s'attèlent à leurs mises en œuvre pour la réintégration des enfants exclus et la réduction des inégalités en milieu scolaire.

Chargée en éducation, formation et autonomisation des filles, Maissa Abdellaoui sert comme volontaire internationale à UNICEF Sénégal. Elle contribue à la mise en œuvre du programme "Genre et exclusion". « L'objectif principal de ma mission est de permettre à tous les enfants du Sénégal de pouvoir bénéficier d'une éducation de qualité et de terminer un cycle complet d'éducation de base. » explique Maissa.

« Je contribue à la réduction de l'exclusion scolaire en aidant les enfants vulnérables, en particulier les filles, à terminer l'école primaire et à poursuivre dans le secondaire et en facilitant la réintégration des enfants non scolarisés, dans toutes les régions du Sénégal. » renchérit-elle.

La gestion des cycles menstruels reste un grand défi. Une fille sur dix abandonne complètement l'école lorsqu'elle devient réglée par manque d'informations et de produits d'hygiène.

A ce jour, 768 établissements des cycles élémentaire, moyen et secondaire de la région de Matam ont reçu des « kits de dignité », comprenant des serviettes hygiéniques lavables pour la gestion de l'hygiène menstruelle.

Cette initiative s'accompagne de la mise en place de réseaux d'enseignantes et de leur mobilisation au profit de la protection des filles à travers l'installation de groupes d'entraide et de soutien dans les établissements scolaires. « Grâce au dynamisme des réseaux des femmes enseignantes, nous tenons des activités périodiques avec les filles au sein des établissements scolaires, pour traiter des questions qui les intéressent et qui représentent des enjeux de taille pour leur participation effective et leur maintien à l'école.

Les sujets abordés portent sur l'hygiène menstruelle, les violences et le mariage ou grossesses précoces entre autres. » rajoute Maissa. Ce même modèle est reproduit dans les régions de Kédougou, Kaffrine, Kolda, Sédhiou, Tambacounda, Ziguinchor et l'inspection d'académie de Pikine Guédiawaye.

En résumé, 3 648 établissements scolaires ont été dotés de kits dans 8 régions d'intervention, soit un total de 263 450 serviettes hygiéniques lavables distribuées pour le maintien de ces filles.



Parallèlement, Cécile Giraud, volontaire internationale au bureau régional UNESCO à Dakar, contribue au programme « Priorité à l'égalité » comme Analyste associée de l'éducation sensible au genre. Elle apporte un appui technique et une expertise aux ministères de l'Éducation des pays d'Afrique sub-saharienne dont le Burkina Faso et le Tchad. Grâce à son travail, Cécile contribue à l'intégration du genre dans les processus de planification de l'éducation. « Je dispense des formations destinées aux agents des Ministères, les inégalités de genre dans le système éducatif national, et sur les solutions existantes pour les combattre. » confie Cécile.

Plus d'une centaine de professionnels de l'éducation ont pu bénéficier de ces formations qui ont permis de

conscientiser sur la nécessité de changement des mentalités pour réduire les disparités de genre.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'amélioration de la qualité, équité et transparence (PAQUET) 2018-2030 par UNICEF, les actions des Volontaires ONU constituent un moyen d'action puissant et polyvalent pour les différents secteurs d'intervention. « Je suis fière d'avoir des « changemakers » si généreusement engagés qui nous montrent que la jeunesse est une source intarissable d'innovation et de créativité, ce qui – à mon avis – est indispensable pour accélérer les résultats. » atteste Silvia Danailov, Représentante de UNICEF au Sénégal. Au Sénégal, 7 Volontaires ONU, toutes des femmes, sont déployées en appui à l'UNICEF et l'UNESCO.

Fin du premier chapitre pour le BTS 100% féminin en administration culturelle de Sénégal Talents Campus

Par Marie Schmitz - UNESCO



C'est acté, la première année est terminée ! La première cohorte 100% féminine en Brevet de Technicien Supérieur (BTS) d'Administration Culturelle au Sénégal a bénéficié de 1000 heures de cours dispensées de septembre 2021 à juin 2022. La promotion, composée de 25 apprenantes, réalisera les 800 heures de formations restantes de novembre 2022 à avril 2023. Au programme : cours en communication institutionnelle, de droits, d'exécution de projet accompagnés d'un stage d'insertion professionnelle en vue de l'organisation des examens pour la validation de leur diplôme.

« Avant, j'avais des notions dans le métier, mais je ne les maîtrisais pas. Aujourd'hui, avec ce BTS en administration culturelle, j'ai les idées plus claires, je sais sur quel pied danser. La formation est indispensable car on ne peut pas parler d'un sujet que l'on ne maîtrise pas. » - A. Chantal Barry, apprenante en BTS% 100 féminin, juin 2022.

Cette initiative a vu le jour à travers le projet Sénégal Talents Campus (STC), le premier centre de formation professionnelle et technique destiné aux

professionnels des Arts et de la Culture certifié par l'État du Sénégal. Cette belle histoire entre l'association Africulturban et le bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel a commencé à partir d'un constat frappant : le manque de représentativité des femmes aussi bien au sein des industries culturelles et créatives au Sénégal qu'en tant qu'apprenantes et formatrices dans la phase pilote du projet STC.

« Je pense que les femmes doivent travailler en synergie pour changer la perception négative que la société porte sur celles qui exercent dans la Culture. » Aminata Diagne, rédactrice des curricula de formation et formatrice au sein de STC, juin 2022.

Afin de pallier à ce manquement, une formation des formatrices a été développée en avril 2021 afin que des professionnelles de ce secteur intègrent le corps professoral de ce projet et un appel à candidature a été lancé afin d'inviter les jeunes professionnelles à rejoindre les bancs de ce BTS 100% féminin. Il s'agissait d'agir directement en faveur de l'égalité des genre en opérant à une discrimination positive pour



permettre aux femmes issues de secteur d'avoir les mêmes chances d'accès à la formation et l'emploi que leurs homologues masculins.

« J'apprends beaucoup de choses pratiques dans cette structure en mettant en œuvre la théorie apprise à mon école. Je m'y retrouve en termes de connaissances et d'expériences. Je m'exerce à bien accomplir les tâches qui me sont confiées. Cela me rend plus ambitieuse et me permet d'avoir un aperçu sur comment je dois être après l'obtention de mon BTS : je vois que ce ne sera pas en vain. » - Khadidjatou Bâ, apprenante du BTS% féminin lors de son stage au pôle de communication et d'action culturelle à l'Alliance Française de Kaolack, juin 2022.

Finalement, cette formation permet d'outiller et renforcer les capacités de ces jeunes professionnelles afin de faciliter leurs insertions sur le marché du travail à travers des travaux pratiques, des rencontres professionnelles mais aussi de stages et sorties pédagogiques.

Certaines d'entre elles ont d'ailleurs réalisé des stages pratiques à l'occasion de la Biennale de Dakar, au musée de la femme Henriette Bathily, ou encore à la direction de la cinématographie du Sénégal.

Cet accompagnement du secteur culture du bureau de l'UNESCO à Dakar au projet STC a été rendu possible grâce à l'Agence suédoise de développement et coopération internationale, à travers le projet ReIPenser les politiques culturelles pour la promotion des libertés fondamentales et la diversité des expressions culturelles.

Il s'inscrit également plus largement dans une dynamique conjointe avec l'Institut International de Planification de l'Éducation (IIPÉ-UNESCO Dakar), qui a pour objectif de faciliter la professionnalisation au sein de ce secteur et soutenir la formation notamment en régie son, lumière, production ou encore administration culturelle et entrepreneuriat du spectacle.



« Sauver notre planète, éloigner les gens de la pauvreté, faire avancer la croissance économique - ce sont les mêmes combats.»

*Ban Ki-Moon
Ancien Secrétaire général de l'ONU*

Le capital humain fondement des trois résultats transformateurs de UNFPA

Par Rose Gakuba - UNFPA



Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) soutient les efforts du gouvernement pour l'accélération de la réalisation des ODD notamment l'ODD 3 et 5. Notre mission, c'est de réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli.

Présent au Sénégal depuis 1975, l'UNFPA s'est engagé dans ses plans stratégiques et ses programmes pays successifs à contribuer à : i) la réduction de la mortalité maternelle en soutenant l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, ii) la réduction des besoins non satisfaits en planification familiale, iii) la réduction des violences basées sur le genre et des pratiques néfastes.

Au niveau stratégique, les interventions de UNFPA dans les 10 régions ciblées de plus grande vulnérabilité et particulièrement les zones les plus éloignées ont permis d'atteindre des résultats importants grâce à l'excellente collaboration entre l'UNFPA, le Gouvernement du Sénégal et ses structures décentralisées d'une part et les partenaires d'exécution d'autre part y compris les ONG, de renforcer des partenariats stratégiques et la mobilisation de ressources avec les partenaires bilatéraux, les agences du Système des Nations Unies, les initiatives Health et Planning Familial (FP2020), le Partenariat de Ouagadougou et la Coopération Sud-Sud (Brésil et Cap-Vert).

Parmi les résultats atteints du 8ème Programme en cours dans les régions ciblées nous pouvons citer entre autres: la contribution de UNFPA à l'enregistrement de

3 073 409 couples années protections, 431 686 grossesses non désirées et 47 744 avortements à risque évités, 918 décès maternels évités, l'appui à 142 structures de santé en soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU), 460464 nouvelles utilisatrices PF, 239285 femmes en âge de procréer orientées vers des établissements de santé pour bénéficier de services intégrés SR/PF/VIH-IST, 395 structures de santé appuyées offrant des services adaptés SSR/PF aux adolescents et jeunes, 45 réseaux communautaires formés en demande de services de santé sexuelle et reproductive et de planification familiale.

19 628 adolescentes ont bénéficié de services de prévention et de prise en charge des VBG, 3255 femmes enrôlées dans les activités génératrices de revenus. Dans le cadre de la capture du dividende démographique, 65 études/de rapports d'analyse approfondie ont été produits par l'observatoire national du dividende démographique afin d'informer des politiques/stratégies. Pour renforcer le système statistique nationale UNFPA offre chaque année, et ce depuis 2 décennies des bourses d'études pour former des ingénieurs démographes à l'IFORD (Institut de Formation et de Recherche Démographique). Par ailleurs UNFPA appuie des enquêtes diverses dont notamment l'enquête démographique de santé (EDS), l'enquête SPSR (sécurisation des produits de la santé de la reproduction), la préparation et la mise en œuvre des recensements général de la population (RGPH). Des cadres de l'ANSO ont bénéficié de la coopération sud-sud, à travers des voyages dans des pays organisant des recensements numériques pour un partage d'expérience et de connaissance notamment au Brésil, Cap Vert, Ghana et Côte d'Ivoire.

La participation de UNFPA aux côtés des autres agences des Nations Unies dans la mise en œuvre du programme conjoint Fass Émergent relatif à l'opérationnalisation de la capture du dividende démographique avec l'intégration des questions transversales (droits humains, genre, jeunes) a permis de maximiser les résultats autour de la dynamique One UN.

Des innovations porteuses ont été mises en œuvre (New-Deal, Guindima, Approche Ndiatigué, projet grand mères, etc.) et ont permis de réduire les grossesses précoces, promouvoir le maintien des filles à l'école, réduire les accouchements à domicile, favoriser les accouchements dans les structures de santé et favoriser le changement de normes sociales en faveur de l'abandon des violences basées sur le genre et des pratiques néfastes.

“ Vacciner, c’est aimer

Fatoumata Mané,
Mairesse Conseil Municipal Enfants
Médina Yoro Foulah



FOCUS

Les enfants aux commandes pour faire bouger les lignes

Par Moussa Diop - UNICEF

Conseil municipal des enfants et Salmaitou, deux initiatives soutenues par UNICEF de renforcement des capacités des enfants, adolescents et jeunes qui font bouger les lignes dans leurs communautés

« Nous invitons le Sénégal à adopter le Code de l'enfant, à mettre en place un parlement représentatif des enfants, et à accorder un budget plus conséquent pour la protection de l'enfance ». C'est le mot de Ramatoulaye, mairesse du Conseil municipal des enfants de Pata, dans la région de Kolda.

Avec Fatou Bintou, Moustapha, Seynabou, Samba, Khadija, Miniane, Mame Fatou, Matou, Fatoumata Binta et Adama, ils étaient aux commandes du vernissage de l'exposition dédiée en leur honneur, intitulée « Pour chaque fille, tous ses droits », leur ayant permis de placer la question des droits des filles au cœur de l'agenda du pays.

Au-delà de cette exposition photos, c'est une révolution silencieuse portée par les adolescents et jeunes qui est amorcée pour l'accélération des changements au sein des communautés et la réalisation des droits des enfants.

C'est un travail de capacitation des enfants, des adolescents et des jeunes eux-mêmes, appuyé par l'UNICEF et les services déconcentrés de l'Etat qui est conduit à travers le concept Collectivités territoriales amies des enfants (CTAE) et l'initiative Salmaitou.

Les CTAE sont des collectivités qui se définissent par rapport à la qualité de leurs réalisations et initiatives en direction des enfants. Elles offrent un cadre de travail pour élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques locales en direction des enfants, des adolescents et des jeunes. Des Conseils municipaux des enfants (CME) sont installés comme cadre de participation pour favoriser une meilleure prise en charge des besoins spécifiques des enfants et des plus vulnérables dans les politiques publiques au niveau décentralisé.

Quant à l'initiative Salmaitou, elle vise à offrir aux filles les plus vulnérables scolarisées ou non, l'opportunité d'acquérir des compétences qui leur permettront non

seulement de maîtriser les bases des technologies numériques, de l'innovation et de l'entrepreneuriat social mais surtout de se sentir en confiance et capables d'évoluer dans les secteurs émergents.



Dans les régions de Kolda, Kaffrine, Sédhiou et Dakar, ce sont des enfants, des adolescentes et des jeunes qui ont bénéficié d'une série de renforcement de capacités en leadership, développement personnel, estime de soi, confiance et en communication et plaidoyer à travers ces cadres de participation qui ont décidé de marquer leur engagement au sein de leurs communautés respectives pour faire bouger les lignes et accélérer les résultats en faveur des enfants.

« Offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et d'accéder à des espaces sûrs les encourage à devenir des agents de changement dans leurs propres communautés », souligne Kadidiatou membre du Club des jeunes filles de Kolda alors que Fatou Bintou jeune étudiante originaire de Mabo, région de Kaffrine, également paire éducatrice au sein du Club de jeunes filles de son département mène un combat quotidien pour les droits des jeunes filles en contribuant de manière considérable à l'évolution des normes sociales en faveur des filles. « Les violences faites aux filles constituent un frein au développement » estime-t-elle.



C'est le même combat pour Miniane qui a décidé de faire de l'abandon des Mutilations génitales féminines (MGF), sa priorité numéro un. « Dans chaque société, les femmes et les hommes doivent participer activement à la défense des droits des filles », dit-il alors que Samba, Président du Conseil Municipal des Enfants de la commune de Bala, région de Tambacounda renchérit : « Mon plus grand rêve, serait de ne plus voir un mariage forcé dans ma commune ». Pour Penda Balde, Présidente de la Commission santé du Conseil municipal des enfants de Pata, dans la région de Kolda, « Les parents voient maintenant l'importance de respecter le calendrier vaccinal ».



Cette dynamique de mobilisation des enfants, appuyée par UNICEF, est aussi incarnée par Fatoumata, la mairesse du Conseil municipal des enfants de Médina Yoro Foulah qui, du haut de ses 13 ans, a porté le fort plaidoyer pour la vaccination des enfants et l'éradication de la poliomyélite devant le Président de la République, SEM Macky Sall.

FOCUS

Accueil chaleureux pour le Directeur général de l'OIT à l'occasion de sa première visite officielle en Afrique

Par Ousmane Diallo – BIT



Le Directeur général de l'OIT, Gilbert F. Hougbo a terminé sa mission à Dakar, au Sénégal, le 28 janvier. Au cours de cette visite, le Directeur général de l'OIT a rencontré de l'Equipe-pays des Nations Unies au Sénégal (UNCT Sénégal).

Le Directeur général Gilbert F. Hougbo s'est rendu à Dakar, au Sénégal, du 25 au 28 janvier pour sa première visite officielle dans la région Afrique. A cette occasion, il a rencontré les autorités nationales, les mandants et le personnel.

Au cours de son séjour, le Directeur général s'est entretenu avec Macky Sall, Président de la République du Sénégal, ainsi qu'avec les ministres chargés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, de l'artisanat et du secteur informel.

Au cours de ces échanges, le Directeur général a souligné l'engagement de l'OIT à travailler avec les pays pour accélérer le développement et l'extension de leurs systèmes de protection sociale, y compris au secteur informel. Cette première visite au Sénégal du Directeur général de l'OIT a également été l'occasion de dialoguer avec les représentants des

partenaires sociaux sur les principales questions d'actualité dans le monde du travail et de présenter sa stratégie pour une Coalition mondiale pour la justice sociale.

Le Directeur général de l'OIT a rencontré de l'Equipe-pays des Nations Unies au Sénégal (UNCT Sénégal). Des sujets importants comme la justice sociale, l'emploi des jeunes, la digitalisation, ont fait l'objet de riches échanges.

En marge de ces rencontres officielles de haut niveau, le Directeur général Gilbert F. Hougbo a rencontré le Directeur du Bureau de l'OIT de Dakar, Dramane Haidara, et des membres de l'équipe de l'OIT.

S'adressant à l'équipe et la remerciant pour son accueil chaleureux, le Directeur général a exposé les défis contextuels auxquels l'OIT est confrontée, qui sous-tendent la nécessité et soutiennent la vision d'une Coalition mondiale pour la justice sociale.

Il a invité les collègues présents à Dakar à s'approprier cette stratégie et à être aussi ouverts que possible aux mandants, partenaires et autres acteurs avec lesquels l'OIT travaille quotidiennement à la mise en œuvre de l'Agenda pour le travail décent.

Le Directeur du Bureau de l'OIT de Dakar a remercié le Directeur général pour sa visite dans le pays et au bureau. Faisant référence aux priorités stratégiques présentées par le Directeur général, il a engagé l'équipe d'appui technique de Dakar à donner corps à la réalisation de cette nouvelle vision.





FOCUS

L'UNESCO contribue à la restauration des terres dégradées dans le bassin arachidier du delta du Saloum

Par Ornella Tchanque - UNESCO

La dégradation des terres constitue un handicap majeur pour l'atteinte des objectifs de développement au Sénégal. En ceci qu'elle freine la productivité agricole et augmente la vulnérabilité des populations. Selon les estimations de la Banque mondiale, la dégradation des sols touche près de 2/3 des terres arables soit 2,5 millions d'hectares.

Le projet « Restauration et suivi des terres dégradées dans le bassin arachidier du delta du Saloum au Sénégal » conjointement lancé par le ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique (MEDDTE) et l'UNESCO le jeudi 13 octobre à l'hôtel "le Diambour" de Dakar, a pour objectif de restaurer le potentiel agricole et garantir la sécurité alimentaire. Ce projet vise à accroître la production agricole, réduire la vulnérabilité des communautés face aux enjeux du changement climatique et garantir l'accès à l'eau potable.

La cérémonie de lancement a réuni des autorités locales, communales, nationales et des partenaires notamment le Fonds Inde, Brésil et Afrique du Sud pour la réduction de la pauvreté et la faim (IBSA Fund), et l'office de coopération Sud-Sud des Nations Unies pour l'atteinte des objectifs de développement durable.

Elle a servi également de cadre de réflexion pour une synergie d'action contre la dégradation des terres en particulier les surfaces cultivables pour restaurer le potentiel agricole du delta du Saloum.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique mise en œuvre par le gouvernement du Sénégal avec

l'accompagnement de l'UNESCO pour la protection de l'environnement, l'autonomisation des communautés ainsi que la sécurité alimentaire.

Selon le Secrétaire général du MEDDTE, Amadou Lamine Guisse : « le démarrage de ce projet ouvre de nouvelles perspectives de croissance de la productivité agricole, de diversification des cultures et des sources de revenus dans une dynamique de croissance économique. »

D'un montant global d'un million de dollar, ce projet de la Direction de la planification et de la veille environnementale (DPVE) du ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique sera basé sur l'utilisation de technologies innovantes et des connaissances humaines capables d'inverser les tendances de dégradation et améliorer la résilience des populations.

A en croire Ornella Tchanque, représentante du Directeur du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar, il est primordial de prendre en compte la nécessité de s'appuyer sur les technologies et les connaissances locales pour construire une réponse plus efficace à l'amélioration de la sécurité alimentaire. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer les connaissances dont nous disposons ; au contraire, nous devons développer et intégrer les connaissances et l'expertise partout où elles se trouvent. », a-t-elle soutenu.

La cérémonie de lancement marque donc le début des activités de ce projet pilote dans la commune de Soum pour une durée de deux ans.



FOCUS

Prix des champions du PNUD Sénégal 2022

Par PNUD Sénégal

Le 17 décembre 2022, Dieynaba Bâ Ndiaye, Ingrid Diédhiou et Amadou Robert Guèye ont été élus à bulletins secrets par leurs collègues Meilleur.e.s employé.es 2022 du Bureau Pays du PNUD Sénégal.

Les critères de cette élection étaient définis sur la base des valeurs du PNUD : l'intégrité, la responsabilité, la transparence, le professionnalisme, le respect mutuel et l'orientation vers les résultats.

Dieynaba et Ingrid, ex-aequo pour le nombre de votes, ont été toutes deux retenues par le jury. Amadou Robert largement plébiscité. Ils ont tous exprimé leur honneur et fierté, et dédié cette distinction à l'ensemble de leurs collègues. « C'est à la fois grâce et gratitude. Je remercie les collègues de m'avoir désignée parmi les femmes du Bureau, et pour la belle collaboration dans le travail. C'est la victoire de toute l'équipe », a notamment déclaré Dieynaba.

Le Management du PNUD Sénégal, qui a fortement encouragé cette initiative, entend la pérenniser pour renforcer la motivation et la cohésion au sein de l'équipe afin d'obtenir de meilleurs résultats. Comme récompense, chaque Meilleur.e Employé.e 2022 bénéficiera d'un package attractif et consistant dès le premier trimestre de 2023 au plus tard.

Le PNUD Sénégal s'inscrit ainsi à travers ces initiatives comme un pays pilote dans l'application des dispositions de la Stratégie People 2030 du PNUD adaptée aux réalités locales et aux exigences du terrain.

Ces distinctions, qui s'ajoutent aux nombreuses autres mesures pro-staff, attestent de la prise en compte de l'humain dans toutes nos actions au service des populations que nous appuyons.



FOCUS

Une moisson au-delà des espérances

Par Louis Philippe SAGNA – PAM

Du Sorgho pour lancer la réhabilitation de terres abandonnées depuis plus de 40 ans à Matam. Grâce à une démarche participative, Le PAM a pu contribuer à la résilience des populations qui, désormais, ont décidé de produire ce qu'ils consomment pour avoir une meilleure qualité de vie et préserver leur dignité.

Jamais, jamais depuis sa naissance, il y a trois décennies, Fatoumata Abdou Diop n'a vu autant d'épis de sorgho arrivés à maturité sur cette étendue de 20 ha de terres arides. « J'y suis allée avec le cœur et les résultats ont dépassé mes espérances », dit-elle. C'est le fruit de la patience et de l'engagement aux côtés du Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui a lancé, en 2021, un important projet de réhabilitation de terres dégradées et non cultivées depuis plus de 40 ans à Diandioly, un village de la commune de Ogo, dans la région de Matam. Au total, 6625 demi-lunes ont été creusées pour redonner l'espoir à 297 ménages bénéficiaires qui y ont cru. « Au démarrage, le sol était dur comme un roc. Nous avions eu confiance parce que le PAM et ses partenaires nous ont assistés au quotidien », renchérit-elle.

Il faut noter que chaque bénéficiaire a eu droit à 30 demi-lunes et sur chacune d'elles, en moyenne, la récolte est de 4 kg. Ce qui dépasse les attentes estimées à 3 kg. D'où les raisons valables de croire en cette technique culturale qui permet de récupérer les eaux de ruissellement et de rendre fertiles ces terres arides, selon Fatou Kane Lecor, une veuve dont le mari était un bénéficiaire qui n'a pas vu les fruits de sa sueur.

Il a rendu l'âme le 7 juin dernier. « Ce fut dur, mais je rends grâce à Dieu puisque je parviens à supporter le coup », lâche-t-elle. La joie vient après la peine, poursuit cette sexagénaire qui accueille vivement la mise en place de ce champ communautaire qui leur permet de produire ce qu'ils consomment.

Fatou Kane Lecor affirme que toute cette production est destinée à la consommation. Pour elle, Les céréales importées ont d'énormes inconvénients et nul ne connaît l'année de récolte et de mise en sac. D'ailleurs, poursuit-elle, certains commerçants ne prennent pas le temps de bien conditionner leurs produits transformés et cela pourrait nuire aux consommateurs. « C'est pourquoi je préfère les céréales produites au Sénégal, les acheter, les laver proprement, les piler et les transformer pour en faire du couscous pour la famille et même de la farine pour bébé, en y ajoutant de l'arachide et des haricots, leur apportant beaucoup de nutriments. J'appelle les populations urbaines et rurales du pays à consommer ce que nous cultivons », conclut-elle.

C'est un cri de cœur que partagent tous les producteurs trouvés sur ce site, particulièrement Mamadou Lamine Diallo qui confirme qu'il leur est difficile de trouver un sac de mil. Idem pour le maïs et le riz dont le sac leur revient respectivement à 18 000 et 19 500 f CFA. « Je me retrouve avec plus de 5 sacs de sorgho qui vont énormément apporter un ouf de soulagement dans mon foyer. Nous pourrions en faire de la bouillie et du couscous à base de feuilles de moringa, de patate douce, de niébé... ».

Dans cette même dynamique, Ibrahima Harouna Diallo, 67 ans, se frotte les mains après un dur labeur. « J'étais rassuré qu'un programme initié par une institution aussi prestigieuse que le PAM ne peut être que bénéfique », se réjouit-il. « Le début était très dur. On creusait et on arrachait le sol pour harmoniser la demi-lune comme voulu par les techniciens, sous un soleil accablant, au mois de mai. Franchement, seule la personne qui creuse peut mesurer l'ampleur de sa peine », complète-t-il.

D'ailleurs, rappelle-t-il, des passants se moquaient pour dire que l'argent des récoltes servirait à leurs soins médicaux. Avaient-ils tort ? Non ! Ibrahima Harouna Diallo dixit. Seul le jujubier y poussait et y résistait. Qui l'eut cru ? Un important défi se profile alors à l'horizon pour le PAM, les services déconcentrés de l'Etat et les autorités administratives locales. Il est désormais question de voir comment emblaver plus d'hectares, afin de répondre à la forte demande de bénéficiaires convaincus.



FOCUS

Le HCR MCO Sénégal soutient l'éducation des jeunes réfugiés

Par Georgette Bassene Mendy - HCR

Dans le cadre de sa stratégie globale portant sur l'Éducation 2030, la promotion, l'autosuffisance et la recherche de solutions durables, le HCR a mis en place un programme de bourse de l'enseignement supérieur DAFI, qui vise à contribuer au développement des ressources humaines des jeunes réfugiés.

Celebration du 30eme Anniversaire DAFI :

La Représentation Multi-pays du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés au Sénégal en collaboration avec ses partenaires a procédé le 14 décembre 2022, à la célébration du 30eme anniversaire de la bourse d'excellence DAFI, à la Maison de la Culture Douta Seck.

Un panel a été organisé sous trois thématiques, notamment « l'éducation et la Formation, un outil de protection au service des solutions durables : exemple de DAFI » « formation & filières porteuses » et « Employabilité & Entreprenariat des jeunes ». L'événement a réuni près de 200 participants notamment, le ministère de l'Enseignement Supérieur, le Ministère de l'Education, l'Ambassade d'Allemagne, le Comité National chargé de la Gestion des Réfugiés Rapatriés et Personnes Déplacées (CNRRPD), Green Village Foundation (GVF), le Club des étudiants

réfugiés & Alumni DAFI, le Comité des réfugiés (CRRS) les Ecoles de formation et les Universités, les ONGs et organisations internationales, etc.

Ce fut l'occasion pour les participants de tirer le bilan des réalisations, de vulgariser davantage les retombés positifs de la bourse DAFI en termes de développement humain, de résilience et d'intégration socioéconomique des jeunes réfugiés, et également, de faire un plaidoyer sur la situation de protection des réfugiés, les défis et perspectives en termes d'insertion socio-professionnelles des jeunes réfugiés diplômés.

Initié depuis 1992, le programme de l'initiative académique allemande « Albert Einstein » communément appelé DAFI, a soutenu plus de 18.500 jeunes réfugiés dans le monde dont 6,291 jeunes réfugiés en Afrique de l'Ouest et du Centre et 648 au Sénégal, à poursuivre les études supérieures soit dans leurs pays d'asile ou dans leur pays de retour. Au titre de l'année académique 2021-2022, 50 jeunes réfugiés sont accompagnés dans le programme de bourses DAFI.

Conformément au Pacte mondial sur les réfugiés de 2018, la déclaration de New York, la stratégie d'éducation des réfugiés 2030, à l'Agenda 2030 (ODD 4), l'éducation est un droit fondamental qui vise à



favoriser les conditions, les partenariats, la collaboration et les approches qui conduisent tous les enfants et les jeunes réfugiés, leurs communautés d'accueil, à accéder à une éducation inclusive, équitable et de qualité aux fins de développer leur potentiel, de renforcer leur résilience et contribuer ainsi, à la coexistence pacifique et à la société civile.

Ces 30 années de long et fructueux partenariat entre le HCR et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, ont permis à plus 648 réfugiés de retrouver l'espoir et la dignité par le développement de compétences et des qualifications dans divers domaines d'études supérieures dans les Universités et Grandes Ecoles du Sénégal. Aujourd'hui, la majorité d'entre eux sont devenus autonomes et sont des modèles pour leurs communautés et la population hôte. Certains ont acquis la nationalité sénégalaise.

A titre d'exemple, le programme régional d'insertion professionnelle VNU-DAFI (Volontaire National des Nations-Unies) initié par le HCR entre 2018 et 2019 au Sénégal, Ghana, Niger en partenariat avec les agences du Système des Nations-Unies (ONUFEMME, PNUD, UNFPA, OIM, IOM, UNCDF, UNICEF, UNIDO, UNU-INRA, WFP) a permis à 22 diplômés dont 8 jeunes réfugiés du Sénégal à s'insérer dans le Système des Nations-Unies.

En marge de cette activité, un match de football a été organisé entre les étudiants DAFI et les anciens. Les étudiants du club Dafi, dans le cadre de leur engagement social ont procédé à une remise de dons en matériels didactiques et kits alimentaires dans 2 écoles d'éducation inclusive de sourds-muets pour près de 70 élèves incluant des enfants réfugiés.

Devoir de mémoire de l'Holocauste, 80 ans après une impérieuse nécessité

Par Marie Thérèse Asongafack - CINU



Le Centre d'Informations des Nations Unies, CINU Dakar, a commémoré, aujourd'hui, la Journée Internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. En partenariat avec le Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH/BRAO) et les Ambassades d'Israël et d'Allemagne au Sénégal. Pour l'occasion, une conférence publique devant une cinquantaine d'étudiants s'est déroulée dans les locaux du CINU, dans la salle Capitaine Mbaye Diagne, du nom du casque bleu tombé au Rwanda après avoir sauvé plus de 1000 personnes au cours du génocide de 1994.

Avec la participation de près de 50 étudiants venant de trois institutions supérieures de Dakar, les discussions se sont focalisées sur la définition du génocide, comment lutter contre le déni et la négation de l'Holocauste, l'apport des Juifs aux Etats Unis dans la lutte pour les droits civiques et enfin, les discours de haine et la désinformation sur les réseaux sociaux.

S.E Ben Bourgel, Ambassadeur d'Israel au Sénégal, revenant sur le génocide des Juifs, débuté il y a 80 ans et qui s'est achevé à la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945, a parlé de Shoah. Selon lui, la « spécificité de la Shoah est que nous sommes en présence ici d'un crime de masse aux racines exclusivement idéologiques. Pour lui, comme pour son homologue, l'ambassadeur d'Allemagne il faut poursuivre le devoir de mémoire.

En effet, pour l'Ambassadeur d'Allemagne, S.E Sönke

Siemon, « se rappeler de l'Holocauste est douloureux et difficile et la tentation de se réfugier dans un silence confortable prend de l'ampleur ». Il a également déclaré que « nous ne pouvons pas accepter cette tendance ».

Les conférenciers ont donné une définition du génocide qui « déshumanise ». Quant au Représentant Régional HCDH/BRAO, Robert Kotchani, il a apporté la dimension juridique, au regard du droit international.

Les conséquences de l'Holocauste ont pu impacter des pays situés hors de l'Europe. C'est ainsi que de nombreux Juifs ayant rejoint les Etats Unies d'Amérique après la libération ont intégré les universités Américaines où ils sont entrés en contact avec des étudiants noirs victimes, à l'époque, de discriminations. Le Dr Alioune Dème, enseignant à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, (UCAD) a expliqué comment la diaspora Juive a accompagné et soutenu la lutte pour les droits civiques aux Etats Unis. L'Officier en Charge au CINU, Minielle Baro qui a fait une présentation sur les discours de haines et la désinformation sur les réseaux sociaux a déclaré qu'à la différence des médias traditionnels, les discours de haine en ligne peuvent être produits et partagés facilement, à faible coût et de manière anonyme. Ils peuvent atteindre un public mondial et varié en temps réel, d'où, conseille-t-elle aux étudiants de faire une pause avant de partager.



Ces derniers dans une séquence de questions – réponses ont manifesté leur étonnement : « comment et pourquoi ce massacre des Juifs ? ». Ces jeunes, très familiers des réseaux sociaux ont pu mesurer les dangers du partage de certains contenus haineux.

La commémoration de la Journée Internationale dédiée aux victimes de l'Holocauste s'est achevée par la visite de l'exposition sur les mécanismes de la propagande nazie. Celle - là qui avait permis d'enrôler tout un peuple dans une entreprise de déportation et d'extermination humaine massive qui a conduit à la mort 6 millions de Juifs.



« Ne laisser personne de côté n'est pas juste un slogan : c'est donner une voix aux gens »

Amina Mohammed
Secrétaire général Adjointe de l'ONU

Le respect des droits humains : un gage de stabilité socio-politique et un levier de croissance économique

Par Robert Ayeda Kotchani - HCDH



Le Sénégal se distingue dans la sous-région par sa réputation de stabilité institutionnelle caractérisée par l'exception démocratique qui l'a ainsi mis à l'abris de transitions politiques anticonstitutionnelles. Cette stabilité constitue un indicateur essentiel dans le cadre d'une analyse visant à apprécier les facteurs favorisant les investissements économiques pouvant contribuer à la croissance et au développement du pouvoir d'achat d'une classe moyenne, gage de stabilité.

Le classement 2021 Mo Ibrahim pour l'état de droit et la sécurité, place le Sénégal en septième position sur 54 pays africains, faisant donc du pays celui qui se rapproche le plus du respect des principes d'Etat de Droit en Afrique de l'Ouest. De plus, selon l'Indice Chandler Good Government (CGGI), qui classe 104 pays en termes de capacités et de résultats gouvernementaux, lancé le 26 avril 2021 à Singapour, le Sénégal pointe à la 71ème place, comme troisième meilleur pays africain.

Pour garantir la stabilité sociale et mobiliser les investissements, les Etats doivent assurer le respect de l'Etat de droit. Un état confronté à des défis sécuritaires, à une instabilité institutionnelle ou des troubles électoraux aura nécessairement moins de facilité à assurer l'état de droit, garantir la protection et la jouissance des droits des citoyens les droits susmentionnés. Partant de ce postulat on peut déduire que le respect de l'état de droit constitue un facteur de stabilité institutionnelle qui favorise le développement économique, qui à son tour promeut la réalisation des droits de l'homme y compris les droits socio-économiques.

Au Sénégal la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Enfants Victimes de Violations de leurs Droits, financé par l'Agence de Coopération Italienne au Développement a coïncidé avec la pandémie de COVID-19 et les fonds avaient permis dans l'urgence de retirer près de 5000 enfants des rues afin de les mettre à l'abri et de pourvoir à leurs besoins. Au total un budget de 86 000 USD a été mobilisé par le projet pour soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour protéger les enfants contre les effets de la pandémie liée à la COVID-19 en 2020. Et en plus, près de 775 acteurs de la chaîne judiciaire (Juges tribunal enfants, procureurs, magistrats, policiers, gendarmes, gardes pénitentiaires, travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés) ont été formés sur l'accompagnement juridique et psychosocial des enfants victimes de violations de leurs droits. Le HCDH-BRAO participe également au projet PROMIS, une initiative conjointe avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), pour renforcer la lutte contre le trafic de migrants en Afrique de l'ouest, selon une approche fondée sur les droits de l'homme. Ainsi l'intervention du HCDH-BRAO pour la protection des droits des migrants s'effectue de façon originale en étant basée entre autres, sur la sensibilité au genre, la protection des enfants et la protection sociale et axée sur les droits humains.

Sous le chapitre de la gouvernance de la paix et de la sécurité, figure la question électorale. 2022 a été marquée à la fois par des élections municipales mais aussi législatives. Lors de ces élections, le HCDH-BRAO et la plateforme Ètu Jamm ont initié une mission d'observation à l'issue d'une formation impliquant l'envoyée spéciale de la Commission de l'Union Africaine pour les Femmes, la Paix et la Sécurité. Au total 60 observatrices affiliés aux organisations de la plateforme de veille, 20 journalistes moniteurs, 10 opérateurs et 10 femmes leaders venant des 14 régions du Sénégal ont été formés et déployés.

L'action de notre bureau dans le cadre de l'élargissement de l'espace démocratique a également impliqué le lancement d'un collectif de journalistes en droits humains avec pour objectif de favoriser des médias indépendants et libres et la reconnaissance publique de la valeur de l'accès à l'information pour promouvoir la liberté d'expression. Une activité similaire mais de portée régionale est prévue en Côte d'Ivoire et devrait permettre de mettre sur pied un collectif régional.

Le Sénégal vivra en 2024 une année électorale cruciale et à cet égard, nous œuvrerons à activement accompagner tous les acteurs dès 2023, pour assurer un processus paisible afin de confirmer et préserver l'oasis d'exception démocratique que ce pays constitue dans la sous-région.



DROITS HUMAINS

Journée des droits de l'homme 2022 : Célébration du 74-75ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Par Habibou Dia - HCDH

La journée internationale des droits de l'Homme a été célébrée au Sénégal le 13 décembre 2022 marquant ainsi la clôture des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le Genre. La cérémonie officielle s'est déroulée sous le leadership du Ministère de la Justice, représenté par M. Souleye Diouf, en partenariat et en présence de Robert Kotchani Représentant régional AI du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en Afrique de l'ouest, du coordonnateur résident du SNU Siaka Coulibaly, du Comité Sénégalais des Droits de l'Homme, Mr Pape Sene ainsi que et de la Société civile représentée par la jeune journaliste Alice Djiba.

Les partenaires techniques et financiers, les OSCs, les médias ainsi que les représentants de plusieurs chancelleries ont également pris part à la cérémonie officielle avec l'allocution du doyen du corps diplomatique accrédité au Sénégal représenté par Son Excellence Monsieur Jean KOE NTONGA, ambassadeur du Cameroun.

Le format de la célébration a permis d'organiser une campagne globale axée autour des 74-75ème anniversaires de la Déclaration universelle des droits

de l'homme. Le choix de ce thème vise à mettre en lumière ce que la Déclaration signifie pour les populations au quotidien.

L'aboutissement du format de la célébration est de mener une campagne anniversaire à succès couvrant une année et ainsi contribuer à accroître la connaissance de la DUDH, en tant que modèle de base permettant de prendre des mesures concrètes pour défendre les droits de l'homme.





Dans son allocution au nom du Haut-Commissaire Volker Turk, le Représentant régional, Robert Kotchani du HCDH est revenu sur la finalité de la DUDH : « en nous tournant à la fois vers le passé et vers l'avenir, j'espère que l'initiative DUDH 75, qui sera menée par le HCDH avec nos partenaires, nous permettra de raviver l'esprit, l'élan et la vitalité qui ont donné naissance à la Déclaration il y a 75 ans. Le langage et l'esprit de la Déclaration ont le pouvoir de surmonter les divisions et la polarisation. Elle peut nous aider à faire la paix avec la nature et notre planète, et montrer la voie vers le développement durable pour les générations futures. ». Ainsi trois objectifs ont été pris en compte dans le cadre de l'élaboration des campagnes et activités en lien avec la célébration :

- Éduquer pour accroître la connaissance et la conscience de la DUDH et de sa pertinence pour notre époque et pour l'avenir, et montrer comment la Déclaration a guidé le travail des Nations Unies en matière de droits de l'homme.
- Promouvoir un changement d'attitude, afin de contrer le scepticisme croissant et le recul des droits de l'homme en établissant que les droits de l'homme ne sont jamais relatifs et doivent toujours être défendus comme ce qui unit toute l'humanité.
- Et enfin responsabiliser et mobiliser pour offrir des connaissances et des outils concrets pour aider les gens à mieux lutter pour leurs droits.

En amont de la célébration de la JIDH, le HCDH avec l'appui du Royaume des Pays-Bas a initié une campagne de Slam- Activisme. La mise en œuvre de la campagne sous format digital a ainsi permis de mener une sensibilisation sur les droits humains et s'est faite autour du thème : «16 jours de Slam-activisme : différents mais unis contre les violences basées sur le genre » financé par le Royaume des Pays-Bas.

S'inscrivant dans une approche participative et dynamique, la campagne s'est déroulée sous forme de concours régional de SLAM pour permettre aux jeunes notamment de partager, sous forme de texte poétique leurs expériences, leur ressenti, et leurs solutions pour une société plus juste et plus inclusive et aborder la question fondamentale des violences basées sur le genre. Les 3 lauréats ont ainsi reçu leurs distinctions de la part du représentant de l'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas lors de la cérémonie.

En plus de l'allocution de la société civile prononcée par la journaliste Alice Djiba et axée sur la Liberté de la presse et l'égalité Hommes – Femmes, l'après-midi de la journée a été consacrée à la remise de distinctions et au Sargal de journalistes par la Convention des Jeunes Reporter du Sénégal partenaires du HCDH en présence du Ministre de la Communication, Moussa Bocar Thiam.

« Donner du pouvoir aux femmes et aux jeunes, c'est libérer leurs énergies et leurs talents, c'est préserver la dignité de chaque famille, c'est investir dans l'entrepreneuriat, c'est investir dans l'avenir. »

S.E.M. Macky SALL
Président de la République du Sénégal



Quand un projet de réintégration permet à un jeune privé d'école de devenir major de sa formation en forage

Par Moustapha Talla - OIM



Amadou Seydi est né et a grandi à Guiré Yero, une commune du département de Kolda, au Sénégal. Le divorce de ses parents, survenu un an après sa naissance, bouleverse son existence. Le garçon grandit auprès de sa mère et d'un beau-père, qui l'envoie travailler au champ, alors qu'Amadou rêve de pouvoir se rendre en salle de classe. Las de cette situation, il quitte la maison familiale à 14 ans, avec la complicité de sa mère.

Arrivé à Dakar, il réalise rapidement qu'il doit apprendre un métier pour gagner sa vie. Il choisit de travailler dans le secteur de la plomberie. Guidé par un maître plombier bienveillant, Amadou progresse aisément dans son apprentissage. Toutefois, ses maigres revenus, le coût de la vie et la responsabilité d'aider sa mère préoccupent l'adolescent. Malgré son travail, il n'est pas en mesure de vivre décemment et soutenir sa famille : "L'argent que je percevais ne couvrait pas tous mes besoins et parfois j'étais obligé de

faire de l'auto-stop auprès des chauffeurs de bennes à ordures.»

Attiré par les histoires entendues sur des possibilités de travail en Libye, Amadou décide de quitter le Sénégal.

Le jeune homme traverse successivement le Mali, le Burkina Faso, le Niger avant d'arriver à Sebha, une ville du Sud-Ouest libyen. Les choses commencent à se stabiliser un peu pour lui.

"Je comprenais la langue et j'avais beaucoup de clients. Toutefois, certains refusaient de me payer. Et lorsque je réclamais mon dû, ils m'injuriaient ou bien me frappaient violemment", précise-t-il.

Durant trois ans, il travaille dans une entreprise de plomberie ce qui lui permet de soutenir financièrement ses proches : "J'envoyais chaque mois à ma famille une somme afin qu'ils règlent certaines



charges. Lors de la fête de Tabaski, j'envoyais également de l'argent pour l'achat d'un mouton”.

La crise sociopolitique, qui frappe la Lybie contraint le jeune homme à chercher de nouvelles opportunités pour s'en sortir. Il décide de retourner au Sénégal et quitte la Lybie en janvier 2018 via le programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR). Il est l'un des premiers migrants de retour au Sénégal à bénéficier de cette assistance.

À son arrivée, Amadou participe à des sessions d'écoute et de conseils qui lui permettent de confirmer son projet de réintégration professionnel. Avec énormément d'enthousiasme, le jeune homme choisit de poursuivre le métier de plombier qui le passionne.

Son profil est très vite remarqué par l'OIM qui lui propose de prendre part à une formation en construction de mini-forage domestique amélioré, via l'ONG AIDA. Durant 15 jours, Amadou, qui rêvait plus jeune d'aller à l'école, prend part avec intérêt aux cours dispensés par l'ONG AIDA. Son implication est récompensée, car le jour de la remise des diplômes, il est désigné major de sa promotion. Le jeune homme ne cache pas sa joie à l'évocation de ce moment, « J'étais très heureux. Je me suis dit que ma détermination avait

payé, car j'ai l'amour du métier. De plus, je ne triche pas dans ce que je fais. Lorsqu'on me donne un travail, j'y vais à fond. Nos superviseurs se sont rendu compte de cela », explique-t-il.

Impressionnée par sa motivation et ses résultats, l'ONG AIDA propose au jeune homme de suivre une seconde formation pour renforcer ses compétences dans la soudure.

Sans hésitation et toujours avec énormément de détermination, Amadou accepte. Quelques mois après cette formation, il lance son entreprise de construction de puits, avec le soutien de l'ONG AIDA. Aujourd'hui Amadou a réalisé une vingtaine de puits entre le Sénégal et la Guinée-Bissau.

Le jeune homme ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. "À ce jour, j'ai construit une trentaine de mini-forages. Rien qu'à Kolda, j'en ai construit 20, sans compter les villages avoisinants. Aussi, je compte former d'autres jeunes afin qu'ils puissent assurer le travail à mon absence", détaille-t-il.



ENTREPRENARIAT

Une ancienne vedette locale se reconvertit avec succès dans l'entrepreneuriat

Par Edouard Bernabe DIOUF – OIM

Abdoulaye Diallo a connu son heure de gloire en tant que jeune animateur de la radio communautaire Poukoumel FM, « j'étais apprécié de tous dans cette localité », explique-t-il fièrement. Le jeune homme mène alors avec sa femme, une existence paisible, mais son désir de vivre dans l'opulence le pousse à tenter sa chance en Europe. Il espère pouvoir y gagner suffisamment d'argent pour l'investir dans son pays, le Sénégal.

C'est ainsi qu'un jour de 2018, après avoir informé sa bien-aimée, il quitte tout et prend un vol à destination du Maroc. Une fois sur place, il prévoit de rejoindre les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Son transit au Maroc, va en réalité s'avérer bien plus long que prévu.

À Casablanca, Abdoulaye apprend le métier de cuisinier. Pendant ce temps, sa femme, laissée à Goudomp, se bat pour prendre soin de leur petit garçon, à travers ses activités de tailleuse.

Le jeune père de famille, s'accroche tant bien que mal à son rêve d'atteindre l'Europe. Après chaque traversée infructueuse, il retourne travailler pour financer la prochaine tentative.

Au bout de quatre années passées au Maroc, et cinq essais vains, Abdoulaye prend volontairement la décision de revenir au Sénégal. Il entre en contact avec les agents de l'OIM au Maroc qui l'accompagnent dans son processus de retour dans le cadre l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants.

Sa réinstallation auprès des siens est loin d'être joyeuse, « ici quand tu reviens de migration avec rien dans les poches, même tes parents ne te respectent pas », explique-t-il.

Heureusement, et comme toujours, sa femme est une source indéfectible de soutien : « J'ai la meilleure femme du monde. Elle était la seule à me comprendre même si elle a souffert de cette situation puisque tout le monde parlait de moi négativement, mais elle n'a jamais baissé les bras. »

L'assistance à la réintégration de l'OIM, est un soulagement pour le foyer d'Abdoulaye dans la mesure où sa femme assurait alors toutes les dépenses quotidiennes. Ensemble, ils décident de lancer un commerce de tissus.

La coïncidence entre l'ouverture de sa boutique et les préparatifs de la fête de la Tabaski, leur permettent de se développer plus vite que prévu. Avec les nombreux bénéfices engendrés, Abdoulaye ouvre rapidement un fast-food.

La mise en place de ce second commerce, est l'occasion pour le père de famille, de mettre à profit l'expérience acquise au Maroc, « je suis cuisinier de formation, tout ce que je voulais, c'était ouvrir un fast-food, car c'est ce que je maîtrise le plus », précise-t-il.


Chaque matin, Abdoulaye ouvre sa boutique de tissus. L'après-midi, il se relaye avec son épouse, afin de pouvoir se rendre au fast-food. Avec ses trois employés, ils préparent ensuite la mise en place du service du soir. Chaque jour, une vingtaine de personnes se presse dans son fast-food pour manger ses fatayas, ses sandwiches ou encore ses pizzas.

En-dehors de ses activités économiques, Abdoulaye œuvre également dans le social. Il est membre d'une association composée de Marocains basés en Belgique et dont il a fait la connaissance lors de son séjour au royaume chérifien.

En tant que représentant local, son rôle consiste à identifier les villages ayant un besoin en eau. Les membres de l'association se chargent de trouver des financements pour réaliser des puits.

À ce jour, Abdoulaye a permis à quatre localités de disposer de puits à travers les actions de l'association.

Son prochain projet devrait être orienté vers les jeunes qui comme lui voudraient quitter Goudomp pour un prétendu Eldorado. En effet, Abdoulaye envisage à présent, de prendre part à des activités de sensibilisation et de prévention dans son département réputé pour être une zone de départ.



« Nous devons accorder une grande importance à la paix et à la sécurité et surtout, chercher à les consolider, par la prévention et la négociation. »

S.E AZALI Assoumani
Président en exercice de l'Union Africaine



PAIX ET SECURITE

Accélérer la mise en œuvre de la CNUCC en Afrique de l'Ouest et du Sahel

Par Ellinore Eriksson - ONUDC

Dans le monde entier, la corruption continue de représenter un obstacle important à la réalisation de la paix, de la sécurité, du développement durable et des droits de l'homme. Elle affaiblit les institutions gouvernementales, érode la confiance dans les institutions, met en péril la justice et l'État de droit, et a un impact négatif sur la sécurité et la stabilité des pays.

Dans ce contexte, environ 80 hauts fonctionnaires, experts techniques et représentants de la société civile, du secteur privé et des partenaires du développement de l'Afrique francophone se sont réunis au Sénégal pour le lancement de la dernière plateforme régionale de lutte contre la corruption de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Conçue pour accélérer la mise en œuvre du seul instrument universel juridiquement contraignant de lutte contre la corruption – la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC) – la plateforme pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel doit aider le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad à identifier les lacunes en matière de connaissances et de bonnes pratiques anti-corruption et à encourager la collaboration avec les entités de la région pour relever les défis communs. La plateforme est axée sur quatre domaines thématiques identifiés par les pays eux-mêmes comme des priorités régionales : les enquêtes financières, la protection des lanceurs d'alerte, les systèmes d'intégrité et le recouvrement des avoirs illicites.



S'adressant au segment de haut niveau du lancement de la plateforme, le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux du Sénégal, Ismaïla Madior Fall, a déclaré que « matériellement, la lutte contre la corruption n'est pas un chemin facile, elle nécessite un changement de comportement, un engagement politique. La CNUCC est la base de ces efforts internationaux, qui doivent être notre objectif commun. ».

Lutter contre la criminalité transnationale organisée, la drogue, la corruption et le terrorisme : les initiatives de l'ONUDC au Sénégal et en Afrique de l'Ouest et du Centre

Par Amado Philip de Andrés - Représentant régional de l'ONUDC en Afrique de l'Ouest et du Centre



En Afrique de l'Ouest et du Centre, la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et la corruption pèsent sur les institutions étatiques, l'économie et le développement durable des pays. La région est l'épicentre de multiples trafics - drogues, armes, ressources naturelles et êtres humains - mais aussi le théâtre des conflits qui alimentent la menace terroriste.


Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) basé à Dakar, au Sénégal, travaille directement avec les gouvernements, les organisations internationales, les autres organes des Nations Unies et la société civile pour développer et mettre en œuvre des programmes répondant aux besoins des pays et accroître la sécurité des individus dans la région.

Au Sénégal, l'ONUDC appuie notamment le gouvernement dans la lutte contre les crimes émergents et soutient les structures nationales pour prévenir et contrer la cybercriminalité. Grâce à des experts spécialisés dans la réponse des systèmes de



Justice pénale, l'ONODC fournit des conseils techniques en matière de renforcement des capacités, d'assistance normative ainsi que de prévention et de sensibilisation.

Par ailleurs, en vue d'accompagner le Sénégal à atteindre les ODD 3, 5, 10 et 16 et d'appuyer le plan stratégique national de lutte contre les drogues, l'ONUDC soutient les autorités pour se doter d'un véritable programme de prise en charge intégrée des consommateurs de drogues injectables. Pour chaque dollar dépensé en prévention contre l'usage des drogues, au moins dix peuvent être économisés en coûts futurs liés aux services sociaux, aux violences et à la criminalité.



« La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat. »

Kofi Annan
Ancien Secrétaire général de l'ONU

Message du Secrétaire général de l'ONU à l'occasion du début du Ramadan – 22 mars 2023



Je présente mes vœux les plus chaleureux aux millions de musulmanes et de musulmans de par le monde qui entament le mois sacré du Ramadan.

C'est un moment pour réfléchir et pour apprendre.

Un moment pour se rassembler, unis par notre humanité commune, dans un esprit d'entente et de compassion.

Œuvrer au dialogue, à l'unité et à la paix, telle est aussi la mission de l'Organisation des Nations Unies.

En ces temps difficiles, mes pensées vont à celles et à ceux qui doivent faire face aux conflits, aux déplacements, à la souffrance.

Je me joins à tous ceux et celles qui observent le Ramadan, afin de lancer un appel à la paix, au respect mutuel et à la solidarité.

Tirons inspiration de ce mois sacré, pour bâtir un monde plus juste et plus équitable pour tous.

Ramadan karim.



GLOBAL

Journée internationale de lutte contre l'islamophobie – 15 mars 2023 – Message du Secrétaire général de l'ONU

En cette Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, nous réclamons l'attention – et appelons à l'action – pour en finir avec le poison de la haine envers les musulmans.

Les près de 2 milliards de musulmans qu'abrite la planète sont le reflet de l'humanité dans toute sa magnifique diversité.

Or ils sont souvent en butte au sectarisme et aux préjugés sans autre raison que leur religion.

Outre la discrimination structurelle et institutionnelle et la stigmatisation générale que subissent leurs communautés, les musulmans, pris pour boucs émissaires, sont la cible d'attaques personnelles et de discours haineux.

La triple discrimination dont sont l'objet les musulmanes en raison de leur sexe, de leur appartenance ethnique et de leur foi en est l'une des pires conséquences.

La haine croissante que vivent les musulmans n'est pas un phénomène isolé : elle s'inscrit dans la résurgence de l'ethnonationalisme, des idéologies néonazies des suprémacistes blancs et de la violence dirigée contre les populations vulnérables, dont les musulmans, les juifs, certaines communautés chrétiennes minoritaires et d'autres encore.

La discrimination nous déshonore tous. Il nous incombe à tous de nous élever contre elle.

Nous devons renforcer nos défenses en promouvant des politiques qui respectent pleinement les droits humains et protègent les identités religieuses et culturelles.

Nous devons accepter que la diversité est une richesse et investir bien plus résolument, sur les plans politique, culturel et économique, dans la cohésion sociale.

Et nous devons lutter contre le sectarisme en nous attaquant à la haine qui se répand comme une traînée de poudre sur l'internet.

Depuis plus d'un millénaire, le message de paix, de compassion et de bonté que diffuse l'islam est source d'inspiration partout dans le monde.

Toutes les grandes religions et traditions invoquent les impératifs de tolérance, de respect et de compréhension mutuelle.

Au fond, ces valeurs sont universelles : elles animent la Charte des Nations Unies et sont au cœur de notre quête de justice, de respect des droits humains et de paix.

Aujourd'hui, comme chaque jour, efforçons-nous de faire vivre ces valeurs et de faire front contre les forces de division en réaffirmant notre humanité commune.

Journée internationale des femmes – 8 mars 2023 – Message du Secrétaire général de l'ONU



À travers le monde, les droits des femmes régressent sous nos yeux. Selon les dernières prévisions, au rythme actuel, il faudra encore 300 ans pour atteindre la pleine égalité des genres.

Aujourd'hui, les femmes et les filles sont les premières et les plus durement touchées par les crises qui s'enchaînent, de la guerre en Ukraine à l'urgence climatique. Sur fond de recul mondial de la démocratie, les droits des femmes de disposer de leur corps et d'avoir le contrôle de leur vie sont remis en question et bafoués.

Deux statistiques témoignent très clairement de notre échec.

D'une part, toutes les dix minutes, une femme ou une fille est assassinée par un membre de sa famille ou un partenaire intime.

D'autre part, toutes les deux minutes, une femme meurt pendant la grossesse ou l'accouchement. La plupart de ces décès pourraient parfaitement être évités.

En cette journée internationale des femmes, nous devons nous engager à faire mieux. Nous devons inverser ces terribles tendances et lutter afin de préserver la vie et les droits des femmes et des filles partout dans le monde.

C'est l'une de mes principales priorités et un élément central du travail de l'Organisation des Nations Unies dans le monde entier.

Du Soudan du Sud au Myanmar, nous soutenons les femmes et les filles dans les situations de crise et veillons à ce que leurs voix soient entendues dans les processus de paix.

La Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, s'est récemment rendue en Afghanistan avec un message pour les autorités : les femmes et les filles ont des droits humains fondamentaux et nous ne cesserons jamais de les défendre.

Cette année, la Journée internationale des femmes a pour thème principal la réduction des disparités entre femmes et hommes dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. À l'échelle mondiale, les hommes ont 21 % de chances de plus que les femmes d'être en ligne – un écart qui dépasse 50 % dans les pays à faible revenu.

Mais même les pays les plus riches paient le prix des stéréotypes liés au genre et des préjugés hérités du passé. Dans le secteur des technologies, les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, la proportion s'élève à cinq contre une.



GLOBAL

Journée internationale pour la prévention de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme – 12 février 2023 – Message du Secrétaire général de l'ONU

Le terrorisme est un affront à l'humanité.

Il vise les personnes de tous âges et de toutes cultures, religions ou nationalités.

Il compromet les valeurs qui nous unissent.

Il menace l'action collective visant à promouvoir la paix et la sécurité, à protéger les droits humains, à apporter une aide humanitaire et à faire avancer le développement durable.

Il nous faut redoubler de vigilance.

Les groupes terroristes et extrémistes violents trouvent un terrain fertile sur Internet pour déverser leur venin abject.

Le danger des mouvements néonazis ou suprémacistes blancs croît de jour en jour. Ils constituent dans plusieurs pays la plus grande menace à la sécurité intérieure, qui va en s'accroissant.

Il nous faut agir, face à ce défi.

Par la prévention, en remédiant aux conditions profondes qui peuvent mener au terrorisme en premier lieu.

Par l'inclusion, en veillant à ce que les stratégies de lutte antiterroriste reflètent un large éventail de voix, tout particulièrement les minorités, les femmes et les jeunes.

Et en mettant les droits humains au cœur de toutes les politiques de lutte antiterroriste.

Aujourd'hui et chaque jour, travaillons ensemble pour édifier des sociétés plus pacifiques, plus inclusives et plus stables, dans lesquelles la terreur et l'extrémisme violent n'ont pas de place.

Journée internationale des femmes et des filles de science - 11 février 2023 - Message du Secrétaire général de l'ONU



En cette Journée internationale des femmes et des filles de science, nous posons une équation simple : plus de femmes et de filles dans le domaine scientifique égal une science plus humaine.

Les femmes et les filles apportent de la diversité à la recherche, élargissent le vivier de scientifiques et ouvrent l'horizon de la science et de la technologie, pour notre bénéfice à tous et à toutes.

Il est de plus en plus évident que les préjugés liés au genre dans le domaine scientifique produisent de mauvais résultats, qu'il s'agisse de tests de dépistage de drogues qui traitent le corps des femmes comme une aberration ou d'algorithmes de recherche qui perpétuent les préjugés et la discrimination.

Pourtant, dans beaucoup trop d'endroits à travers le monde, les femmes et les filles ont un accès limité à l'éducation, voire n'en ont aucun.

Alors que les femmes s'orientent de plus en plus vers des carrières scientifiques, elles voient leur potentiel continuer d'être bridé par les inégalités et la discrimination.

Les femmes représentent moins d'un tiers de la main-d'œuvre dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, et encore moins dans les domaines de pointe.

Seulement une personne sur cinq travaillant dans le domaine de l'intelligence artificielle est une femme.

Nous devons – et nous pouvons – faire davantage pour promouvoir les femmes et les filles de science. En offrant des bourses d'études, des stages et des programmes de formation servant de tremplin vers le succès.

En mettant en place des quotas, des mesures de rétention et des programmes de mentorat pour aider les femmes à surmonter ces vieux obstacles et à construire une carrière.

Et surtout, en affirmant les droits des femmes et en brisant les stéréotypes, les préjugés et les barrières structurelles.

Nous pouvons tous et toutes contribuer à libérer l'immense talent inexploité de notre monde, en commençant par remplir les salles de classe, les laboratoires et les conseils d'administration de femmes scientifiques.

Les big data sont devenues un bien précieux et un élément essentiel à la prise des décisions politiques et économiques. Mais elles prennent rarement en compte les différences entre les genres – voire le genre féminin tout court.

Nous devrions tous être alarmés par le fait que des produits et services intègrent, dès leur conception, la marque de l'inégalité entre les genres et font entrer le patriarcat et la misogynie dans la sphère numérique. Les Silicon Valleys de ce monde ne doivent pas se transformer en vallées de la mort pour les droits des femmes.

Les décisions médicales fondées sur des données relatives au corps masculin peuvent être dangereuses lorsqu'elles s'appliquent à une femme. Pire, elles peuvent être mortelles.

La discrimination que subissent les femmes dans le domaine de la science et de la technologie est le résultat de siècles de patriarcat, d'inégalités et de stéréotypes néfastes. Les femmes ne représentent que 3 % des personnes récompensées par un prix Nobel dans les catégories scientifiques depuis 1901. Par ailleurs, les femmes en ligne, notamment les scientifiques et les journalistes, sont souvent la cible de discours haineux et d'agressions sexistes qui visent à les dénigrer et à les réduire au silence.

Mais elles continueront de faire entendre leur voix. Partout, les femmes et les filles réclament leurs droits, et leurs paroles résonnent dans le monde entier.

Nous devons agir sur plusieurs fronts pour faire en sorte que les femmes et les filles puissent contribuer pleinement au savoir universel sur les plans scientifique et technologique.

Nous devons faire tomber les barrières, qu'il s'agisse de données discriminatoires ou de stéréotypes qui détournent les filles des disciplines scientifiques dès leur plus jeune âge.

Les décideurs de tous bords doivent élargir la participation des femmes et leur accès aux plus hautes responsabilités dans le domaine de la science et de la technologie, au moyen de quotas si nécessaire.

Ils doivent être créatifs, élargir leur vivier de recrutement et sélectionner des candidatures en fonction des compétences requises. Ils doivent aussi être persévérants. L'égalité des genres n'arrivera pas toute seule : il faut en faire une priorité et une aspiration. Cette approche donne des résultats à l'ONU, où nous avons mis en place une stratégie pour la parité des genres au sein de notre personnel.

Nous devons également agir pour offrir aux femmes un environnement numérique sûr et mettre fin à l'impunité des auteurs d'agressions en ligne et des plateformes numériques qui leur permettent de perpétrer de tels actes.

L'Organisation des Nations Unies travaille avec les États, la société civile, le secteur privé et d'autres à l'élaboration d'un Code de conduite visant à réduire la malveillance et l'impunité qui règnent sur les plateformes numériques, tout en défendant la liberté d'expression.

Les droits des femmes ne sont pas un luxe dont nous pourrions nous passer en attendant d'avoir enrayé la crise climatique, mis fin à la pauvreté et créé un monde meilleur.

Investir en faveur des femmes et des filles est le moyen le plus sûr d'améliorer le sort de toutes les personnes, communautés et pays, et de mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ensemble, construisons un monde plus inclusif, plus juste et plus prospère pour les femmes et les filles, les hommes et les garçons, partout dans le monde.

Siaka Coulibaly
Coordonnateur Résident du
Système des Nations Unies au Sénégal

Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines – 6 février 2023 – Message du Secrétaire général de l'ONU



Les mutilations génitales féminines, dont les conséquences néfastes sur la santé mentale et physique des femmes et des filles sont irréversibles, constituent une forme odieuse de violation des droits humains. C'est l'une des manifestations les plus vicieuses du patriarcat qui règne dans notre monde.

Rien qu'en 2023, quelque 4,2 millions de filles risquent de subir cet acte de violence fondée sur le genre. Nous devons faire des investissements et prendre des mesures de toute urgence pour atteindre la cible du Programme de développement durable visant à éliminer les mutilations génitales féminines d'ici à 2030.

Les mutilations génitales féminines trouvent leur origine dans les mêmes inégalités entre les sexes et normes sociales complexes qui limitent la participation et l'initiative des femmes et restreignent leur accès à l'éducation et à l'emploi. Cette discrimination porte préjudice à l'ensemble de la société, qui doit agir de toute urgence pour y mettre fin.

Les hommes et les garçons – frères, pères, agents de santé, enseignants et chefs traditionnels – peuvent être de puissants alliés contre ce fléau, comme le montre clairement le thème de cette année.

Je demande aux hommes et aux garçons du monde entier de se joindre à moi pour faire entendre leur voix et prendre position contre les mutilations génitales féminines, dans l'intérêt de tous et de toutes.

À l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, engageons-nous en faveur du changement social et de partenariats solides afin de mettre fin aux mutilations génitales féminines, une fois pour toutes.

JOURNÉES INTERNATIONALES

07 avril : Journée mondiale de la santé

24 avril : Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix

03 mai : Journée mondiale de la liberté de la presse

05 juin : Journée mondiale de l'environnement

20 juin : Journée mondiale des réfugiés

11 juillet : Journée mondiale de la population

30 juillet : Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains

12 août : Journée internationale de la jeunesse

19 août : Journée mondiale de l'aide humanitaire

15 septembre : Journée internationale de la démocratie

21 septembre : Journée internationale de la paix

11 Octobre : Journée internationale de la fille

13 Octobre : Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes

16 Octobre : Journée mondiale de l'alimentation

17 Octobre : Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

24 Octobre : Journée des Nations Unies

01 décembre : Journée mondiale de lutte contre le sida

03 décembre : Journée internationale des personnes handicapées

05 décembre : Journée internationale des volontaires

10 décembre : Journée des droits de l'homme

Voir plus sur : <https://bit.ly/3paMuNp>



NATIONS UNIES
SENEGAL



17 objectifs pour sauver le monde

Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030.



Immeuble Wollé Ndiaye • Route des Almadies •
BP 154 Dakar, Sénégal • Téléphone : +221 33 859 67 43
<https://un.senegal.org>